N°1991 du 08 août au 08 septembre 2022

www.notrevoix.info

NOTRE VOIX

Magazine indépendant de diffusion d'information alternative et constructive, 100% solutions, basé en France

P. 6

Tech

Gilles Kounou, l'un des leaders du marché du paiement digital en Afrique

Passionné des nouvelles technologies, Gilles Kounou a posé ses valises dans la tech financière. Et ce, après son diplôme en avionique à l'école de l'Air de Marrakech, au Maroc. 35 ans, originaire du Bénin, il s'est spécialisé dans le domaine des paiements digitaux. Avec sa société de services du numérique, Open SI, il a réussi à s'imposer dans le gotha des FinTech en Afrique. En neuf ans d'activités, il a gagné la confiance de plusieurs clients dans les secteurs privé et public, notamment en Afrique de l'Ouest. Fort de son succès dans les plateformes de paiement en ligne, il veut désormais s'investir dans les solutions sociales à impact positif.

Cybersécurité

Les bonnes pratiques et mesures préconisées par l'expert Omar Arouna

P. 30-31-32

TANZANIE

Une école de la 2ème chance pour les adolescents déscolarisés

P. 26

SIERRA LEONE

L'accès à l'eau potable change la vie de Hawa Koroma, couturière

P. 21

BURKINA FASO

Malgré son handicap, Lahoua Dibiko cultive 5,18 h de coton

P. 19

MÉDIA 100% SOLUTIONS

Qui sommes-nous?

De l'information générale aux solutions

Notre Voix a été créé le 21 octobre 2002 (autorisation N°475/MISD/DC/SG/DAI/SCC). A la base, c'était un journal (quotidien) d'information générale disponible en versions papier et numérique. Mais depuis le mois d'août 2021, il a changé de ligne éditoriale, devenant un média d'analyse et de diffusion de solutions à portée internationale (le monde en général et l'Afrique en particulier), 100% constructif et participatif, basé en France.

Journalisme de solutions

La majorité des médias se limitent très souvent à l'énoncé des situations problématiques. Très peu de places sont consacrées aux solutions et initiatives constructives. Or le fait de largement aborder ces questions permettra d'éveiller davantage les consciences des citoyens pour leur donner envie d'agir, d'entreprendre et de s'engager. Dans nos quartiers, villages, municipalités et régions, il y a des initiatives citoyennes qui donnent des résultats probants, et font avancer le monde. Des gens créent, osent, innovent et agissent pour le bien-être commun. Ils sont porteurs de solutions efficaces contre des problèmes sociaux, énergétiques, économiques, sanitaires, éducatifs et environnementaux. Ils méritent l'attention des médias.

Le rôle des médias ne consiste pas uniquement à pointer du doigt les divers problèmes et leurs causes, mais également à contribuer à leur résolution, tout en maintenant un regard critique et objectif. Il est temps de favoriser un discours constructif sur les défis de notre siècle. D'où le choix du journalisme de solutions pour réinventer l'avenir ! Ce n'est pas une opération de communication, de propagande encore moins de promotion d'une quelconque idéologie. C'est le journalisme constructif.

Valoriser les initiatives porteuses de solutions

Face aux défis du 21ème siècle, de plus en plus nombreux et complexes, une nouvelle méthode de diffusion de l'information s'impose. L'objectif est d'apporter des réponses concrètes et concluantes aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Il s'agit d'aller au-delà de l'information pour favoriser une dynamique constructive sur lesdits problèmes : diffuser des connaissances à impact positif et redonner confiance aux citoyens en renforçant leurs liens avec les médias.

Animé par des professionnels, Notre Voix montre une orientation très claire en faveur du journalisme sérieux et honnête sur des initiatives positives et crédibles et donne une vision différente à travers des reportages, enquêtes, interviews, suivi de l'actualité, dossiers thématiques… exclusifs.

Rejoignez notre communauté de journalistes probes et passionnés!

Charte

Nous sommes fiers des valeurs que nous défendons : liberté, fidélité, clarté, neutralité, indépendance, professionnalisme, engagement, transparence et solidarité. C'est pourquoi nous avons adopté la Charte de notre identité. Elle est notre référence collective. Elle nous rassemble, nous distingue, éclaire nos débats et oriente notre action. La diversité sociologique des internautes et lecteurs est une caractéristique revendiquée par Notre Voix. De ces différences se nourrissent la qualité des débats et la force des propositions exprimées par les uns et les autres. Chacun est libre d'exprimer son opinion, dans la courtoisie et le respect mutuel.

Notre Voix reconnaît l'égalité entre les internautes et lecteurs comme principe fondamental. Les relations humaines en leur sein relèvent du respect mutuel. Tout comportement agressif, voire violent, de quelque nature qu'il puisse être, est inacceptable qu'il s'exerce à l'encontre d'un groupe ou d'un individu. Les méthodes d'intimidation, les pressions psychologiques ou physiques à l'égard de quiconque, les injures et les dénigrements sont fermement condamnés. S'ils s'avéraient, ils ne pourraient que faire l'objet d'une dénonciation et de la suspension définitive de l'auteur ou des auteurs du site.

Notre Voix respecte en son sein les principes démocratiques, notamment l'information constructive, la participation, la liberté du débat et la transparence. Notre Voix est indépendant de toutes les puissances d'influence économique, politique et religieuse.

Notre Voix s'engage à publier ou à diffuser des informations crédibles : claires, vraies, précises, vivantes, approfondies, originales et rapides, conformément aux règles déontologiques et à sa ligne éditoriale. Les valeurs sus énoncées fondent et guident le fonctionnement de Notre Voix.

La présente Charte s'impose collectivement et individuellement à tous les internautes, lecteurs et à l'équipe de Notre Voix.

Bons commentaires, la rédaction est heureuse de vous lire sur le site (www.notre.info) !

SOMMAIRE

5 Edito
L'incivisme n'est pas une fatalité

6 Tech
Gilles Kounou, l'un des leaders du marché du paiement digital en Afrique

7 En visite en Irlande
Akinwumi Adesina plaide pour plus d'investissement en Afrique

7 Cameroun
La zone industrielle et portuaire de Kribi bientôt désenclavée

8 Afrique
Les 10 plus grosses fortunes en 2022, trois Nigérians et deux Egyptiens dans le palmarès

9-10 Mozambique, Tanzanie et Zambie
600 entreprises dirigées par des femmes à l'honneur !

10 Agroalimentaire
L'ANI va renforcer ses capacités d'achat et de transformation de l'anacarde au Bénin

11-12 «African Doers» 2022
Kidjo, Asseko, Avocè, Odjrado et Yabi dans le Top 700 des personnalités les plus influentes en Afrique

12 Togo
Linda De Lindsay reçoit le «Prix du mérite» pour son travail professionnel exceptionnel

13 Entrepreneuriat
Stanislas Zézé et Pacôme Christian Kipré publient «L'homme aux chaussettes rouges»

14 Côte d'Ivoire
Le Cotton Club, l'endroit idéal pour se détendre et profiter de la vie !

15-18 Palais Bourbon à Paris
Une centaine de personnes pour la séance de dédicaces de «La noblesse du lion»

19 Promotion de l'excellence en Côte d'Ivoire
84 citoyens primés pour la qualité de leur travail

NOTRE VOIX

Tech

Gilles Kounou, l'un des leaders du marché du paiement digital en Afrique

Cybersécurité

Les bonnes pratiques et mesures préconisées par l'expert Omar Arouna

TANZANIE

Une école de la 2ème chance pour les adolescents déscolarisés

SIERRA LEONE

L'accès à l'eau potable change la vie de Hawa Koroma, couturière

BURKINA FASO

Malgré son handicap, Lahoua Dibiko cultive 5,18 h de coton

19 Burkina Faso
Malgré son handicap, Lahoua Dibiko cultive le coton

21 Sierra Leone
L'accès à l'eau potable change la vie de Hawa Koroma, couturière paraplégique

22 Bénin
15 journalistes formés sur les techniques et pratiques d'écriture journalistique

23 Bénin
Bill Fabroni Yoclounon utilise le numérique pour promouvoir les langues nationales

23-24 « 30 under 30 Afrique » 2022
Les personnalités nommées par Forbes

25 France
Stéphane Bern plaide pour la protection du patrimoine religieux

25 Grammy Awards
Le chanteur congolais Lokua Kanza rejoint la Recording Academy

26 Tanzanie
Une école de la 2ème chance pour les adolescents déscolarisés

27 Sidi Mouctar Dembélé, «Roi 12-12»
De cirage de chaussures aux affaires, un modèle de réussite

28-29 Lutte contre le terrorisme dans le Sahel
Les 10 propositions concrètes de Jacob Yarigo, spécialiste des questions de sécurité

30-32 Cybersécurité
Les bonnes pratiques et mesures préconisées par l'expert Omar Arouna

Fondateur : Léonce Houngbadji, 21 octobre 2002
Edition : Voir Mentions légales sur le site : www.notrevoix.info
Courriel : notrevoix@yahoo.com
Téléphone : +33788695227
Directeur de la publication
Léonce Houngbadji
houngbadji2@yahoo.com

Rédaction
Gaston Kabouly - Jean-Etienne Dirney
Kafoun Barry - Thalf Sall

Thalf Sall

ÉDITO

L'incivisme n'est pas une fatalité

Les sachets plastiques envahissent les rues de Cotonou malgré le vote d'une loi interdisant leur usage au Bénin. – © Notre Voix.

Vraiment insalubres les grandes agglomérations en Afrique surtout au sud du Sahara. A l'exception relative de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Coupable désigné : la populace, abondante, incontrôlable pour son légendaire incivisme. Quand les immondices s'amoncellent dans les rues et autres espaces, les odeurs pestilentielles envahissent le quotidien du citoyen et les caniveaux obstrués de détritus rejettent les eaux usées dans les habitations, c'est d'office l'incivisme le coupable désigné. La faute à la population si les toilettes publiques se font rares, les barques à ordures et autres endroits de plaisance ne fleurissent pas aux coins de rue?

On en vient à se demander si les pouvoirs publics n'ont aucun rôle à jouer dans l'organisation des citoyens face à leur cadre de vie sans forcément être obligé d'encombrer les rues de lieux d'aisance et autres toilettes. Néanmoins, on doit reconnaître que les habitants de cette partie du continent africain sont très mal logés en général. L'esthétique urbaine gagnerait en hygiène si apparaissent dans chacune des grandes agglomérations concernées des politiques de l'habitat acceptables. Pourquoi ne pas multiplier à une grande échelle les petites citées modernes à confier à des professionnels de l'habitat intégrant toutes les commodités de l'assainissement ? L'usager n'ayant plus d'autre choix, tous les actes et gestes de propreté ayant été anticipés dans les modèles d'habitat qui comprennent les espaces aménagés pour chaque besoin : vidange, fosses septiques, urinoir, poubelles, rigoles, parkings, aires de jeux, espace de détente, etc.

Le changement est possible !

L'expérience a prouvé que certaines personnes que l'on dit « inciviques » en matière d'esthétique urbaine se conforment pourtant très naturellement aux gestes de propreté dès qu'elles retrouvent ailleurs des citées urbaines, comme par magie. En clair, les habitudes et les pratiques urbaines dépendent en grande partie de l'environnement immédiat. Les comportements par rapport au cadre de vie diffèrent selon qu'on se retrouve dans un quartier insalubre ou dans une cité totalement assainie de par ses ouvrages adaptés. Reste donc à définir le cadre d'habitat abordable, de façon massive, pour les citoyens avec l'implication des élus municipaux, communaux et locaux dans le cadre de la décentralisation. Ainsi, les populations pourraient être suivies depuis le choix des matériaux de construction jusqu'aux travaux d'architecture et de voirie dans des programmes intégrés d'aménagement du territoire.

Ce travail d'anticipation permet de rendre le secteur de l'habitat plus professionnel dans un cadre administratif mieux organisé. Au lieu de laisser les citoyens ériger les bâtiments à leur guise sans aucune assistance technique et pratiquement sans directive administrative conséquente. Les politiques sociales des pouvoirs publics peuvent ainsi disposer de leviers leur permettant de prévenir les soucis d'assainissement, d'embellissement et de circulation dans les grandes villes.

Ainsi, la mauvaise organisation des stratégies d'urbanisation ne serait plus un obstacle insurmontable. En effet, les pouvoirs publics auront désormais la latitude d'élaborer des processus de relogement dans les endroits les plus affectés par l'absence de directives idoines sur les problèmes d'enlèvement d'ordures ménagères, d'inondation, de bouchons de circulation, etc. Ceci grâce à l'érection voire la généralisation de nouvelles citées adaptées qui intègrent tous les mécanismes visant à préserver une esthétique convenable à la cité. Cette généralisation entraînera à coup sûr une réduction des coûts de construction et un développement certain du secteur de l'urbanisme professionnel.

Tech

Gilles Kounou, l'un des leaders du marché du paiement digital en Afrique

Passionné des nouvelles technologies, Gilles Kounou a posé ses valises dans la tech financière. Et ce, après son diplôme en avionique à l'école de l'Air de Marrakech, au Maroc. 35 ans, originaire du Bénin, il s'est spécialisé dans le domaine des paiements digitaux. Avec sa société de services du numérique, Open SI, il a réussi à s'imposer dans le gotha des FinTech en Afrique. En neuf ans d'activités, il a gagné la confiance de plusieurs clients dans les secteurs privé et public, notamment en Afrique de l'Ouest. Fort de son succès dans les plateformes de paiement en ligne, il veut désormais s'investir dans les solutions sociales à impact positif.

Ingénieur en systèmes d'information, Gilles Kounou fait partie de ces citoyens qui bâtissent l'avenir de l'Afrique. En créant une entreprise essentiellement orientée vers la transformation numérique et l'innovation, axée sur l'expérience client, pour les banques et les assurances, son objectif est clair : mettre en place des solutions innovantes et dynamiques pour régler des problèmes sociaux et économiques. Avec sa startup Open SI, il développe et exploite ses propres services digitaux, tels que Go Médical, Kkiapay, RechargeBj, Tonti+ et Orange banque (Bankiz). GoMedical est une application pour smartphone et un portail Web, qui permet aux patients de prendre rendez-vous avec le professionnel de leur choix. Il est aussi accessible aux praticiens enregistrés à l'ordre des médecins du Bénin ainsi qu'aux centres de santé. S'agissant de Kkiapay, c'est un agrégateur de paiement qui donne la possibilité aux e-commerces et applications en ligne d'intégrer le paiement par mobile au Bénin. Concernant RechargeBj, c'est une plateforme d'achats de code de recharge d'électricité au Bénin destinée aux entreprises et aux particuliers. Pour ce qui est de Tonti+, c'est une plateforme mobile conçue pour dynamiser les usages de la monnaie digitale par les zémidjans, les conducteurs de taxis-motos.

Gilles Kounou, fondateur de la société de services du numérique Open SI. Il crée des solutions innovantes pour régler des problèmes sociaux et économiques en Afrique de l'Ouest. – © Gilles Kounou.

Quant à Orange banque (Bankiz), c'est une borne de dématérialisation des opérations bancaires en agence.

Des solutions sociales innovantes

« Notre métier consiste à collecter des sommes pour le compte de tiers, en fournissant à des organisations marchandes - privées comme publiques - des solutions d'encaissement en ligne qui permettent à ces organisations de se faire payer des biens ou des services à partir de portefeuilles de type mobile money, de carte bancaire ou encore de compte bancaire », a-t-il expliqué à nos confrères de RFI.

Pour créer tous ces services innovants, Gilles Kounou s'est entouré d'une véritable équipe créative. Il s'agit de développeurs « front end », « back end », d'applications mobiles et de sites web et des professionnels de l'intelligence artificielle. Les solutions de cet entrepreneur courageux et visionnaire sont déjà utilisées en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Togo. Le Cameroun et le Sénégal sont les prochains pays sur sa liste.

En 2020, il a remporté le 2ème prix au concours Mission Billion, édition « Wuri Afrique de l'Ouest », de la Banque mondiale. Encouragé par l'efficacité de ses solutions sur le marché, il veut désormais aller encore plus loin, afin d'avoir un impact social positif dans la vie des populations et des entreprises. Son prochain défi, mettre en place des solutions dans le domaine de l'inclusion financière, de crédit et d'épargne.

En visite en Irlande

Akinwumi Adesina plaide pour plus d'investissement en Afrique

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. – © BAD.

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement a pris part, récemment, au 7e Forum économique Afrique-Irlande à Dublin. Akinwumi Adesina a saisi cette occasion pour demander aux milieux d'affaires irlandais d'investir davantage sur le continent africain. « Si vous n'investissez pas en Afrique, vous n'êtes pas dans les affaires. Les investissements directs étrangers de l'Irlande en Afrique s'élevaient à 572 millions de dollars à la fin 2020 et ne représentaient que 0,05 % du total net des investissements directs étrangers de l'Irlande. C'est trop peu. L'Irlande doit investir beaucoup plus en Afrique. Fixons-nous l'objectif de porter à 15 % la part des investissements irlandais en Afrique », a-t-il plaidé. Le ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense, Simon Coveney, de l'Irlande a promis renforcer les liens économiques et culturels entre son pays et l'Afrique, assurant que les échanges commerciaux entre l'Irlande et l'Afrique atteindraient 5 milliards d'euros d'ici à 2025. Précisons que l'Irlande a rejoint le Groupe de la Banque africaine de développement en 2020, devenant son 81e actionnaire.

Cameroun

La zone industrielle et portuaire de Kribi bientôt désenclavée

Réuni à Abidjan, en Côte d'Ivoire, ce mercredi 22 juin 2022, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a décidé d'accorder un prêt de 39,62 millions d'euros au Cameroun. Ce fonds va servir à réaliser le Projet d'aménagement des routes de désenclavement de la zone industrielle et portuaire de Kribi, au sud du pays. « Ce prêt supplémentaire après celle d'octobre 2021 pour le désenclavement du Complexe industrialo-portuaire de Kribi, dont la vocation est de devenir le plus important pôle économique du Cameroun et de l'Afrique centrale, renforce l'engagement de la Banque en faveur des projets intégrateurs qui ont pour finalité de renforcer la complémentarité régionale des systèmes de production, de développer les infrastructures et de stimuler les échanges intrarégionaux », a déclaré Solomone Koné, directeur général adjoint du Groupe de la Banque africaine de développement pour la région Afrique centrale. « Ce financement vient en outre renforcer notre leadership dans le secteur des infrastructures au Cameroun et en Afrique centrale de façon générale, où la Banque intervient essentiellement dans le sous-secteur routier, notamment par la contribution au financement des programmes et projets d'aménagement et de réhabilitation du réseau routier ainsi que des études stratégiques et techniques », a-t-il précisé.

C'est la 28ème opération financée par la BAD dans le pays dans le secteur des transports, depuis 1972.

Afrique

Les 10 plus grosses fortunes en 2022, trois Nigérians et deux Egyptiens dans le palmarès

Billionaires.Africa vient de dévoiler le classement des plus grosses fortunes africaines en 2022. A la tête de ce palmarès, on retrouve Aliko Dangote, l'homme d'affaires Nigérian iconique qu'on ne présente plus. Il est suivi par le Sud-Africain Johann Rupert. Voici les 10 hommes d'affaires les plus riches actuellement en Afrique.

Aliko Dangote, Johann Rupert, Nicky Oppenheimer, Natie Kirsh, Abdul Samad Rabiu, Nassef Sawiris, Mike Adenuga, Mohammed Al-Amoudi, Issad Rebrab et Naguib Sawiris. Ce sont les 10 hommes d'affaires les plus riches sur le continent africain, à la date d'aujourd'hui, selon une enquête de la plateforme Billionaires.Africa. « De janvier à juin, la valeur nette combinée des 10 milliardaires les plus riches d'Afrique a chuté de 1,22 milliard de dollars, passant de 81,03 milliards de dollars au début des activités en 2022 à 79,81 milliards de dollars à la fin du premier semestre de 2022 », note le site.

C'est l'homme d'affaires Nigérian Aliko Dangote qui occupe la première place du classement, avec une fortune de 20,4 milliards de dollars. Président de Dangote Group, il a vu sa richesse augmenté de 1,3 milliard de dollars, passant de 19,1 milliards de dollars le 1er janvier à 20,4 milliards de dollars le 30 juin. A l'origine, la bonne santé de son entreprise Dangote Cement Plc.

En deuxième position sur la liste, on retrouve le Sud-Africain Johann Rupert. Sa fortune est estimée à 9,14 milliards de dollars. C'est l'opérateur économique le plus riche d'Afrique du Sud. Même si sa valeur nette a diminué de 2,76 milliards de dollars au premier semestre de 2022, il a su conserver sa place dans le club restreint des grosses fortunes du continent.

Avec une valeur nette de 8,5 milliards de dollars, le Sud-Africain Nicky Oppenheimer décroche la troisième place. Au premier semestre de 2022, sa valeur nette a augmenté de 550 millions de dollars, passant de 7,95 milliards de dollars à 8,5 milliards de dollars.

Quant à Natie Kirsh (Emaswati), Abdul Samad Rabiu et Nassef Sawiris, ils occupent respectivement la 4ème, 5ème et 6ème place. La valeur nette de Natie Kirsh est évaluée à 7,6 milliards de dollars. Il a fait fortune notamment dans le secteur alimentaire. Abdul Samad Rabiu détient 7 milliards de dollars de valeur nette. C'est un industriel nigérian. Sa valeur nette a aussi augmenté de 1,6 milliard de dollars, passant de 5,4 milliards de dollars à 7 milliards de dollars, au premier semestre 2022. 6,85 milliards de dollars. C'est ce que pèse l'homme d'affaire Egyptien Nassef Sawiris, l'homme le plus riche dans son pays. Sa valeur nette est passée de 6,5 milliards de dollars à 6,85 milliards de dollars.

Les quatre derniers rangs sont respectivement occupés par le Nigérian Mike Adenuga (6,1 milliards de dollars), l'Ethiopien Mohammed Al Amoudi (5,72 milliards de dollars), l'Algérienne Issad Rebrab (5,1 milliards de dollars) et l'Egyptien Naguib Sawiris (3,4 milliards de dollars).

Le Nigérian Aliko Dangote est l'homme d'affaires le plus riche en Afrique. – © Photo Eric Piermont, archives AFP.

Mozambique, Tanzanie et Zambie

600 entreprises dirigées par des femmes à l'honneur !

Le Réseau entrepreneurial des femmes africaines (Refa) – section du Bénin, en février 2018 à Cotonou. Photo d'illustration. – © La Nation.

1,4 million de dollars. C'est le montant total du don que la Banque africaine de développement (BAD) vient d'octroyer à Export Trading Group. A quoi servira-t-il ? A renforcer les compétences entrepreneuriales des entreprises créées et gérées par des femmes au Mozambique, en Tanzanie et en Zambie.

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 14 juillet un don de 1,4 million de dollars à Export Trading Group (ETG). Le don est destiné à une assistance technique et va servir à financer des entreprises appartenant à des femmes dans trois pays d'Afrique subsaharienne (Mozambique, Tanzanie et Zambie). ETG est l'un des plus importants gestionnaires et transformateurs intégrés de la chaîne d'approvisionnement agricole en Afrique subsaharienne et l'un de ceux qui connaissent la croissance la plus rapide.

Le projet permettra à 600 entreprises dirigées par des femmes dans les trois pays (200 dans chaque pays), d'améliorer leurs compétences en matière d'entrepreneuriat grâce à la formation dispensée dans le cadre du projet « Entrepreneuriat et employabilité des femmes » d'ETG. L'objectif principal du projet est d'accroître l'efficacité des petites et moyennes entreprises ciblées, qui appartiennent et sont dirigées par des femmes bénéficiaires des opérations d'ETG. Le projet se déroulera jusqu'en 2025.

Le financement comprend un don de 1,4 million de dollars issu des ressources destinées aux dons de We-Fi, un fonds multindonateurs géré par la Banque africaine de développement. Il servira à la réalisation d'une étude diagnostique et au renforcement des capacités des entreprises sélectionnées dans les principaux sites d'ETG. ETG apporte un cofinancement supplémentaire de 400 000 dollars pour les aspects du projet liés à l'employabilité. Ce financement sera également utilisé pour faciliter la collaboration avec les institutions financières et les autres parties prenantes.

Stimuler la croissance de l'agriculture et favoriser le développement des économies rurales

« Ce nouveau projet d'assistance technique vient compléter une enveloppe de 150 millions de dollars pour le commerce et l'agrofinancement approuvée par la Banque en novembre 2021 en faveur de notre partenaire stratégique Export Trading Group (ETG) », a déclaré Atsuko Toda, directrice chargée du Financement agricole et du Développement des infrastructures rurales à la Banque africaine de développement. « Il s'agit du premier projet à exercer un effet de levier direct sur le programme de discrimination positive en matière de financement pour les femmes en Afrique de la Banque (AFAWA, sigle en anglais) pour les projets agricoles du secteur privé, renforçant ainsi l'impact sur le développement tout en soutenant les agricultrices et les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes », a-t-elle souligné.

Le projet sera mis en œuvre en partenariat avec la branche développement d'ETG, la Farmers...

...Foundation, une organisation à but non lucratif créée en 2012 en Tanzanie pour stimuler la croissance de l'agriculture et favoriser le développement des économies rurales. La Farmers Foundation a travaillé avec 100 000 entreprises agroalimentaires (dont 40 % appartiennent à des femmes) et a créé un modèle de développement durable inclusif dans de multiples chaînes de valeur : oléagineux, légumineuses, légumes secs, céréales, café et noix de cajou en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, en Zambie, au Zimbabwe et au Mozambique.

Le projet s'aligne sur les objectifs du programme We-Fi, qui consistent à offrir aux entreprises appartenant à des femmes la possibilité d'accès aux marchés nationaux et mondiaux, élargir l'accès aux produits et services financiers, renforcer leurs capacités et développer les réseaux ainsi que le mentorat.

« Le rôle de la Banque à travers le programme AFAWA, est de soutenir la mise en œuvre du projet avec un appui financier et technique équitable pour les femmes dans le domaine de l'agriculture en vue d'accroître la productivité et la sécurité alimentaire, l'accès aux services financiers, à l'information, aux marchés, à la technologie et aux ressources productives », a déclaré Esther Dassanou, responsable du programme AFAWA. « ETG a montré sa volonté d'intégrer une perspective de genre dans ses activités commerciales en ayant conscience que c'est la clé de son succès et que les femmes sont au centre de ce processus de développement, et une ressource cruciale dans l'agriculture et l'économie rurale », a-t-elle ajouté.

Le secteur agricole contribue de manière significative à la croissance des économies du Mozambique, de la Tanzanie et de la Zambie. Les femmes représentent jusqu'à 60 % de la main-d'œuvre rurale et environ 80 % des producteurs de denrées alimentaires dans ces économies.

Agroalimentaire

L'ANI va renforcer ses capacités d'achat et de transformation de l'anacarde au Bénin

Oikocredit octroie 2,7 millions $ à Africa Negoce Industries (ANI) pour renforcer ses capacités en matière d'achat et de transformation de noix de cajou. – © Aspace Agro.

La firme d'investissement Oikocredit (Pays-Bas) va mettre une ligne de crédit de 2,7 millions $ à la disposition de la société agroalimentaire Africa Negoce Industries (ANI). Implantée au Bénin depuis cinq ans, l'ANI travaille dans le domaine du commerce et de la transformation des noix de cajou. Ces fonds vont lui permettre notamment de renforcer ses capacités en matière d'achat et de transformation sur place de noix de cajou et d'élargir son réseau international. L'information a été dévoilée dans un communiqué de presse en date du 25 juillet 2022. Une bonne nouvelle pour la filière !

«African Doers» 2022

Kidjo, Asseko, Avocè, Odjrado et Yabi dans le Top 700 des personnalités les plus influentes en Afrique

Chaque année, et ce depuis 2016, le magazine bilingue sud-africain «Tropics Magazine» fait son classement des 700 personnalités les plus influentes en Afrique, précisément connu sous le nom de «African Doers». Il vient de dévoiler sa dernière cuvée. Cinq Béninois y figurent.

La Béninoise Pamella N'ze Asseko dans la cour des grands, selon la revue sud-africaine «Tropics Magazine». – © Pamella N'ze Asseko.

Pamella N'ze Asseko, Angélique Kidjo, Amos Avocè... Ces trois Béninois figurent sur la liste des personnalités les plus influentes en Afrique en 2022, selon le classement de "Tropics Magazine". Ils ont été choisis pour la qualité de leur leadership et leur sens de créativité. « Ce nouveau classement annuel met sous les feux des projecteurs des figures marquantes de l'afro-optimisme portant, chacune dans des domaines distincts que complémentaires, l'espoir d'une Afrique dynamique et terre de créativité », explique le magazine sud-africain.

Entrepreneure visionnaire, Pamella N'ze Asseko est engagée dans la promotion et la valorisation du patrimoine textile africain, notamment le pagne tissé couramment appelé "Kanvô", avec Funkè, sa marque de vêtements et accessoires Made in Africa. « Cette liste est une célébration des grands esprits qui œuvrent à positionner l'Afrique comme une terre de talents, d'investissements, d'innovation et d'excellence. C'est un sentiment de reconnaissance qui m'anime de constater que je fais partie des 700 African Doers », a-t-elle déclaré. « Elle mérite de figurer sur cette liste des pionniers. Ces dernières années, elle a travaillé très dur sur le plan professionnel. Ses résultats sont reluisants et substantiels, surtout dans le domaine de la mode, de la création… C'est une femme inspirante », témoigne l'un de ses proches.

Née le 14 juillet 1960 à Ouidah, au sud du Bénin, Angélique Kidjo est une chanteuse de renommée internationale, une grande star engagée pour la cause des femmes et des enfants en Afrique. Ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF, Docteur Honoris Causa de l'Université Catholique de Louvain (UCL), elle a été quatre fois lauréate de l'Académie Charles Cros. En faisant sa biographie au magazine américain Time, dans le cadre de la désignation des 100 personnalités les plus influentes du monde en 2021, la pianiste Alicia Keys a mis un accent particulier sur son humanité, sa générosité et sa gentillesse envers la nouvelle génération. « Sa capacité à mélanger les cultures, à créer un son émouvant qui est hors de ce monde, rend le travail avec elle et l'écoute si spéciale. Elle électrise les gens », certifie la chanteuse Alicia Keys...

A son actif, 5 Grammy Awards.

Quant à Amos Avocè, c'est un jeune entrepreneur digital. En 2022, il a créé 229Founders, la première start-up studio spécialisée dans la Fintech et l'Agritech au Bénin. Objectif : soutenir l'éclosion de nouvelles startups afin de rendre l'écosystème plus dynamique et prospère.

Gilles Olakounlé Yabi et Richard Gautier Odjrado sont également sur la liste. Le premier est un économiste politologue spécialiste des questions de sécurité et de gouvernance dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et francophone, fondateur de Wathi, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, une plateforme de débats basée à Dakar. Le second, 32 ans, est le promoteur de la start-up As World Tech. Il fabrique des montres connectées V7 « antivol préventif », des lunettes connectées LS-1 discrètes et design et des ordinateurs portables de dernière génération.

Promouvoir une Afrique gagnante et positive !

Née le 14 juillet1960 à Ouidah, Angélique Kidji Béninoise est une chanteuse béninoise de renommée internationale. – © Angélique Kidjo..

Dans ce Top 700 des « personnalités qui façonnent l'avenir de l'Afrique », on retrouve aussi Faustin-Archange Touadéra, Thabo Mbeki, Aliko Dangoté, Claudy Siar, Fally Ipupa, Marie-Josée Ta Lou, Mosunmola Abudu dit Mo Abudu, Seidnaly Sidhamed (Alphadi), Alpha Blondy, Alain Foka, Ahmed Sylla, Mamane, Alain Mabanckou, Ali Diarrassouba, Khady Touré, Succès Masra et bien d'autres acteurs du monde politique, culturel, sportif, éducatif, sanitaire, des affaires, de la société civile et de l'entrepreneuriat social. « La powerlist African Doers est un appel à l'action pour inspirer une nouvelle génération de Doers en promouvant une image positive du continent africain », précise "Tropics Magazine".

Les accomplissements à travers les expériences personnelles (les réalisations et la contribution active aux économies panafricaines), le niveau d'influence et la réputation de la personnalité sélectionnée dans son pays, sur le continent ou dans la diaspora, la quête de l'excellence et le potentiel de créativité. Voilà les éléments sur lesquels le jury travaille pour faire ce classement.

Togo

Linda De Lindsay reçoit le «Prix du mérite» pour son travail professionnel exceptionnel

Encore un nouveau prix pour l'Ivoirienne Linda De Lindsay ! Ce vendredi 29 juillet 2022, à Lomé, au Togo, elle a reçu le « Prix du mérite ». C'était à l'occasion de la deuxième édition de la cérémonie de récompenses « Eucher TV Awards ». Ce prix récompense son travail exceptionnel dans le monde des médias, de la communication et de l'évènementiel.

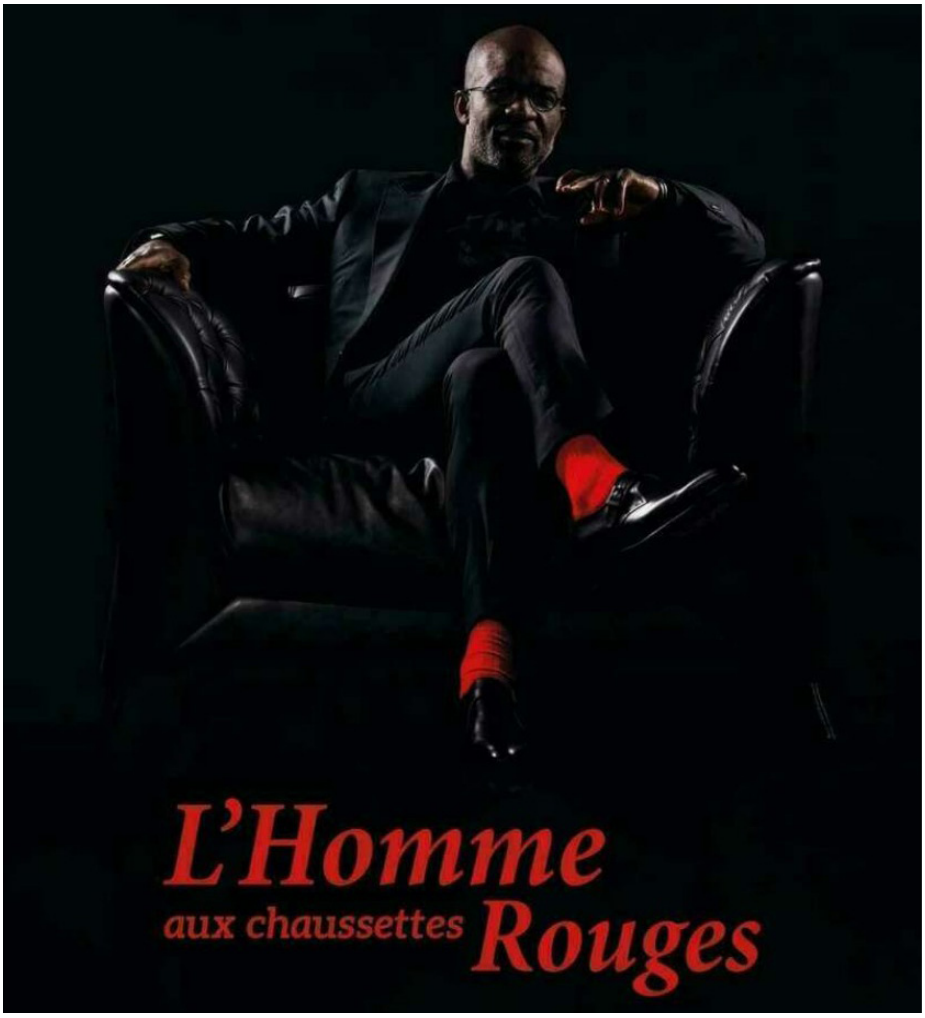
Linda De Lindsay est une femme battante et inspirante. Elle a su se démarquer nettement auprès de ses pairs dans diverses sphères allant de la formation à l'innovation en passant par la création : Journaliste, artiste, éditrice de média, community manager, consultante, web activiste, promotrice de spectacles, manager d'artistes et formatrice en sûreté secourisme et sécurité. Du haut de ses 1,73m, elle est notamment très active dans le milieu du showbiz à Paris et à Abidjan.

Ses proches saluent son combat social, son abnégation, son courage et son travail. « Vous ne pouvez pas passer une seconde avec elle sans être motivé sur un sujet. Elle a toujours fait preuve de courage et de la plus grande détermination pour réussir. C'est un modèle dont beaucoup d'entre nous s'inspirent au quotidien », raconte Sophie, l'une de ses amies parisiennes.

Entrepreneuriat

Stanislas Zézé et Pacôme Christian Kipré publient «L'homme aux chaussettes rouges»

Le patron de l'agence Bloomfield Investment Corporation, l'Ivoirien Stanislas Zézé, révèle son parcours dans un livre inspirant à paraître le 15 août 2022. Intitulé «L'homme aux chaussettes rouges», il s'adresse notamment aux jeunes pour leur donner envie d'agir afin de bâtir une Afrique gagnante et positive.



«L'homme aux chaussettes rouges», le livre du chef d'entreprise Stanislas Zézé, coécrit avec Pacôme Christian Kipré. – © Stanislas Zézé.

« Ton projet ne marchera pas Stan ». « C'est trop sophistiqué comme projet pour l'Afrique ». Ce sont là quelques phrases que Stanislas Zézé entendait lorsqu'il décidait d'entreprendre. Mais contre vents et marées, il a franchi le pas. Aujourd'hui, il se rend compte que c'était la meilleure décision qu'il avait prise. Dans "L'homme aux chaussettes rouges", qui sortira le 15 août prochain, coécrit avec son compatriote Ivoirien Pacôme Christian Kipré, il revient sur les différentes étapes de son parcours professionnel : les événements clés, ses erreurs, ses difficultés, ses réussites. « J'ai passé ces dernières années à réfléchir sur mon parcours, à me demander comment faire bouger les choses et j'ai essayé de fournir un compte rendu honnête à travers un livre intitulé "L'homme aux chaussettes rouges". J'ai essayé de donner aux lecteurs une idée du parcours personnel que Jeanne Sissoko-Zézé et moi avons traversé ces 20 dernières années », a-t-il annoncé. « En plus d'être une lecture amusante avec des illustrations photos, je propose aussi quelques réflexions et citations sur la façon dont nous pourrons façonner notre esprit en tant qu'Africain, afin de rendre notre continent meilleur. J'espère plus que tout que le livre inspirera les jeunes Africains à prendre le relais et à jouer leur rôle dans la refonte de l'Afrique », a-t-il souligné.

Stanislas Zézé est un financier émérite. En 2007, il a démissionné de son poste de Directeur Régional de Risque Crédit pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre au sein de Shell pour réaliser son rêve : créer et gérer sa propre entreprise de notation financière. C'est ainsi qu'en septembre 2007, il créa l'agence Bloomfield Investment Corporation, en Côte d'Ivoire. Diplômé de l'Université de Michigan, aux États-Unis, il avait aussi travaillé à la Banque mondiale et à la Banque Africaine de Développement.

NOTRE VOIX

Côte d'Ivoire

Le Cotton Club, l'endroit idéal pour se détendre et profiter de la vie !

Le Cotton Club est situé au rond-point du Boulevard de Marseille, en Zone 4, à Marcory, à Abidjan. – © Le Cotton Club.

Envie de vous détendre après une semaine de travail très chargée ? A la recherche d'un endroit idéal, calme, sécurisé et inspirant pour retrouver vos esprits ou vous relaxer ? A Abidjan, en Côte d'Ivoire, il y a une adresse unique et originale pour profiter de la détente et de la vie : Le Cotton Club, situé au rond-point du Boulevard de Marseille, en Zone 4, à Marcory ! Du jeudi au samedi, de 21h à 5h du matin, pour votre bien-être personnel, cet endroit chic d'Abidjan vous amène à découvrir, aimer, danser et chanter les musiques des années 30 à 60.

C'est un véritable voyage au cœur du jazz, du blues, du rock et des variétés africaines, dans une ambiance électrique, décontractée, pour votre grand bonheur.

Ouvert le 18 février 2022, Le Cotton Club peut accueillir jusqu'à 100 personnes, dans un somptueux cadre, un décor exceptionnel, tout ce qu'il faut pour donner envie à vos envies ! « L'espace est vraiment convivial et dynamique. A chacune de mes visites en Côte d'Ivoire, j'y fais un tour pour mon propre plaisir.

La sécurité est au rendez-vous, un Dj professionnel assure le show et de talentueux artistes y chantent également », témoigne Serge, un habitué des lieux. « J'aime leurs cocktails colorés et savoureux. De grands classiques », a-t-il souligné. Il ne vous reste qu'à le découvrir, à votre tour.

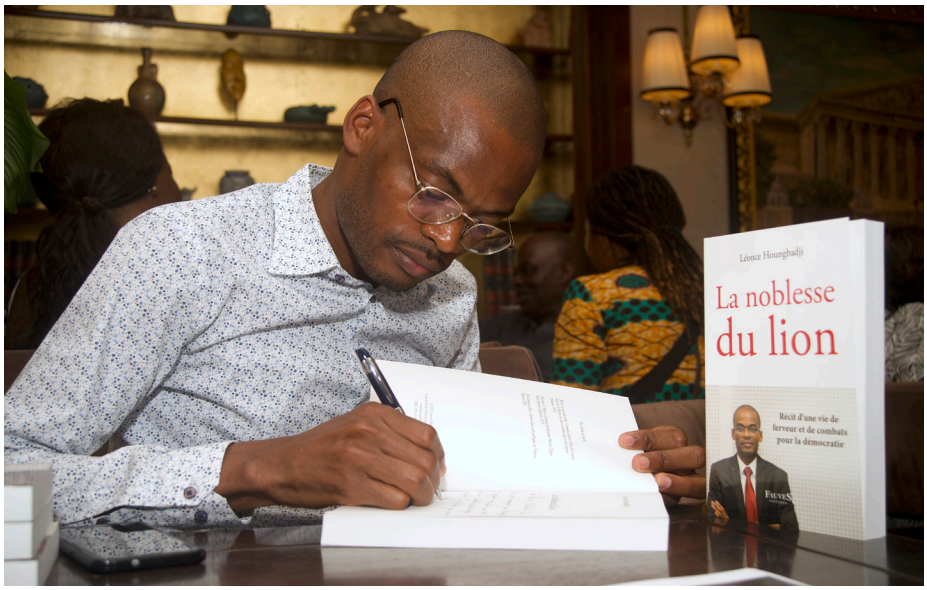
Envie d'écouter du jazz, du blues, du rock et des variétés africaines, dans un cadre approprié ? Visitez Le Cotton Club. – © Le Cotton Club.

Palais Bourbon à Paris

Une centaine de personnes pour la séance de dédicaces de «La noblesse du lion»

Huit mois après la publication de son 3ème livre, «De Cotonou à Paris», Léonce Houngbadji était, ce samedi 9 juillet 2022, en séance de dédicaces, au Palais Bourbon à Paris, pour présenter «La noblesse du lion», son 4ème œuvre littéraire. Le directeur de publication du média Notre Voix s'est dit très ému de la forte mobilisation des lecteurs. Sékouba Konaté, Sébastien Ajavon, Lionel Zinsou, Omar Arouna, Nicéphore Soglo, Martin Rodriguez, Francis Laloupo, Justin Azankpo, Modibo Mao Makalou et bien d'autres personnalités lui ont manifesté leur « amitié », « soutien », « affection » et « solidarité ». Compte rendu et temps forts en images.

Incroyable mais vrai. La séance de présentation et de dédicaces du nouveau livre de Léonce Houngbadji, "La noblesse du lion", sorti le 6 juillet chez Fauves Editions, a duré 9h (16h à 01h du matin). Ce samedi 9 juillet, ils étaient plus d'une centaine de lecteurs à assister à cette séance dans le prestigieux Palais Bourbon, en face de l'Assemblée nationale française.



Léonce Houngbadji, auteur de «La noblesse du lion», lors de la séance de dédicaces au Palais Bourbon, le samedi 9 juillet 2022. – © Bruno Savoéda.

« L'accueil était très chaleureux. C'est très touchant et surtout rassurant sur l'état d'esprit des participants. Malgré les sabotages, les dénigrements et les intoxications, beaucoup ont effectué le déplacement. Ils me connaissent. Ils ne sont pas dupes. Ils ont bien compris le sens de mon engagement citoyen ». Ainsi s'exprimait Léonce Houngbadji à la presse à l'issue de la cérémonie. Devant sa résilience, sa patience, son audace, sa détermination et surtout la cohérence et la constance qui le caractérisent, ses invités lui ont demandé de « tenir bon », de « garder bon courage » et d'ignorer « les attaques » contre sa personne. Ils l'ont rassuré qu'ils seront toujours à ses côtés. Parmi eux figuraient l'ancien chef de l'Etat de la Guinée, le Général Sékouba Konaté, l'ancien ambassadeur du Bénin près les Etats-Unis d'Amérique, Omar Arouna, l'essayiste Francis Laloupo, le consultant Justin Azankpo et bien d'autres personnalités. Celles qui n'ont pas pu effectuer le déplacement lui ont manifesté leur « amitié », « soutien », « affection » et « solidarité. C'est le cas, entre autres, des présidents Nicéphore Soglo, Sébastien Ajavon, Martin Rodriguez et l'économiste malien Modibo Mao Makalou, ancien conseiller aux affaires économiques et financières à la présidence de la République du Mali. La star de la musique congolaise Fally Ipupa Nsimba a reçu un exemplaire de "La noblesse du lion". « Je suis très heureux de recevoir toutes ces personnalités et tous ces messages de soutien. Je suis sensible à leur geste », a déclaré l'auteur.

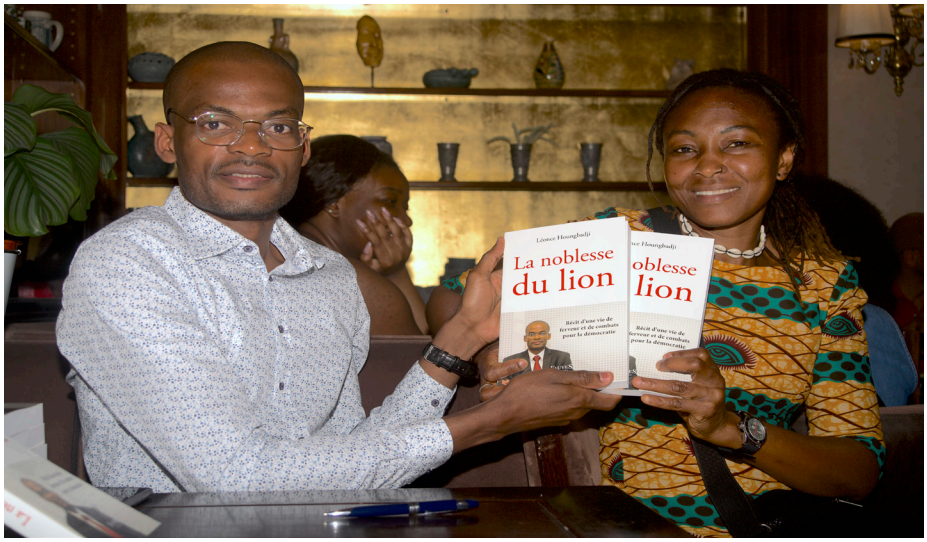
Témoignages

« Cher ami Léonce, j'admire votre

dynamisme, le don de soi qui vous caractérise, votre détermination dans tout ce que vous entreprenez même dans l'adversité et les épreuves les plus douloureuses, votre esprit créatif, votre rigueur dans le travail, votre fidélité dans l'amitié et votre amour profond pour votre pays et notre continent commun, l'Afrique. Je salue la qualité de votre leadership et votre engagement pour les causes justes. L'Afrique a besoin des jeunes dignes, intègres et très courageux comme vous pour aller de l'avant », a témoigné le Général Sékouba Konaté, ancien président de la République de Guinée (Conakry) et ancien haut représentant pour l'opérationnalisation de la Force africaine en attente.

« Restez accroché à vos valeurs. J'admire votre courage et votre patriotisme. Je constate qu'il y a encore des gens au Bénin et en Afrique capables de porter l'avenir et défendre le bien commun. Je suis venu des Etats-Unis pour vous encourager et vous dire que je serai toujours là ». Ces mots ont été prononcés par l'ambassadeur Omar Arouna, qui est resté sur les lieux jusqu'à 22 heures.

Francis Laloupo, qui a préfacé l'ouvrage, connaît très bien Léonce



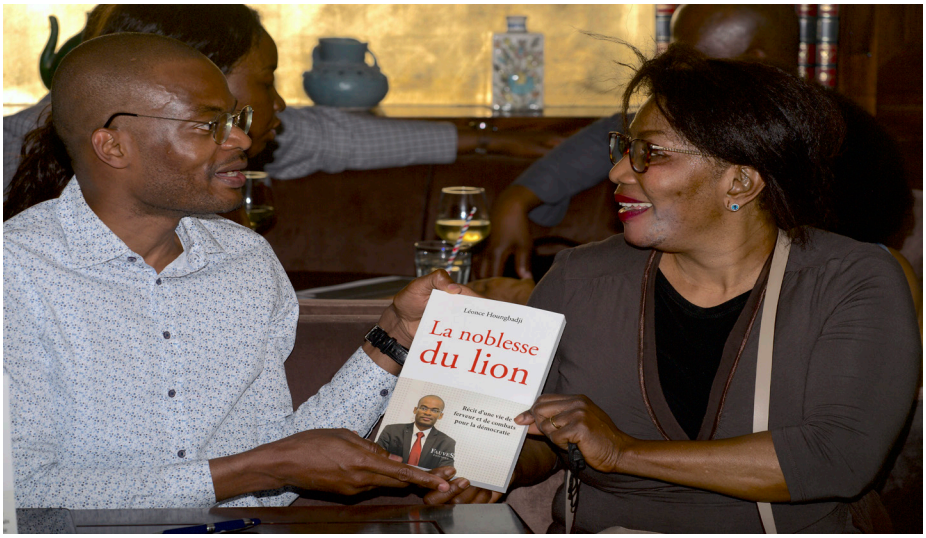
Houngbadji. C'est la deuxième fois qu'il préface ses livres. « Léonce est une voix importante dans le débat public sur la démocratie au Bénin et en Afrique », a-t-il fait observer.

De son côté, le président Sébastien Ajavon lui a souhaité « une bonne séance de dédicaces » et réaffirmé son « sincère amitié ». « Je suis de tout cœur avec toi. J'admire vraiment ton courage, ton dynamisme, ta créativité, ta productivité et ta détermination », a-t-il affirmé.

"La noblesse du lion", un magnifique et beau livre à découvrir !

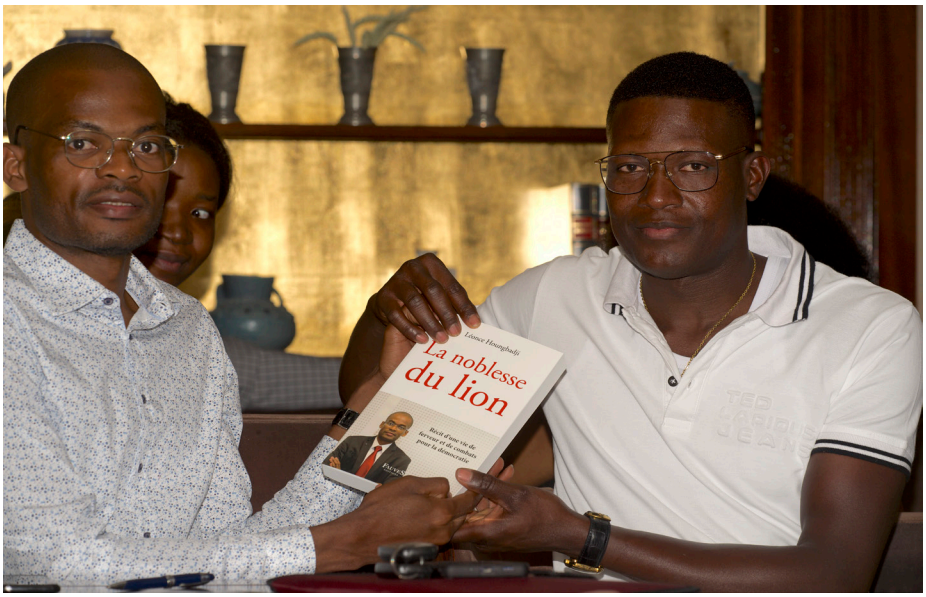
"La noblesse du lion" est un livre de 280 pages. 169 sujets y sont abordés. C'est un livre de souvenirs, d'informations, de révélations, de réflexions sur la situation politique au Bénin et de propositions constructives. L'auteur revient sur son enfance, ses valeurs et ses principes, ses nuits dans les rues de Cotonou, son parcours professionnel, ses réussites et ses erreurs et ce en quoi il croit profondément pour l'avenir. Il retrace aussi ses combats, les coulisses du pouvoir de Boni Yayi (ancien président du Bénin) et de l'opposition béninoise.

Le livre est disponible dans les librairies, grandes surfaces et sur les grands sites de vente en ligne partout dans le monde : sur Amazon, à la Fnac, chez Fauves Editions, L'Harmattan, Decitre, Lecteurs.com, Librairie forum du livre, Leslibraires.fr, Armitiere.com, Laboutiqueafricavivre, Bertrand.pt, Librairie-plumeet-fabulettes.fr, Nouveautes-editeurs…, au prix de 22 euros l'unité.



Qui est Léonce Houngbadji?

Né le 28 juillet 1985 à Sékou, au Bénin, Léonce Houngbadji est un journaliste et communicant certifié. A son actif, plus d'une vingtaine d'années d'expérience. Directeur de publication du média constructif Notre Voix (www.notrevoix.info), à Paris, et Rédacteur chez Tout Va

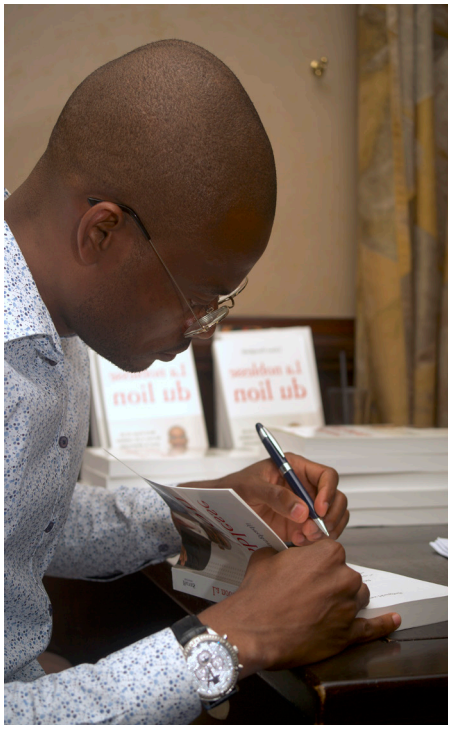


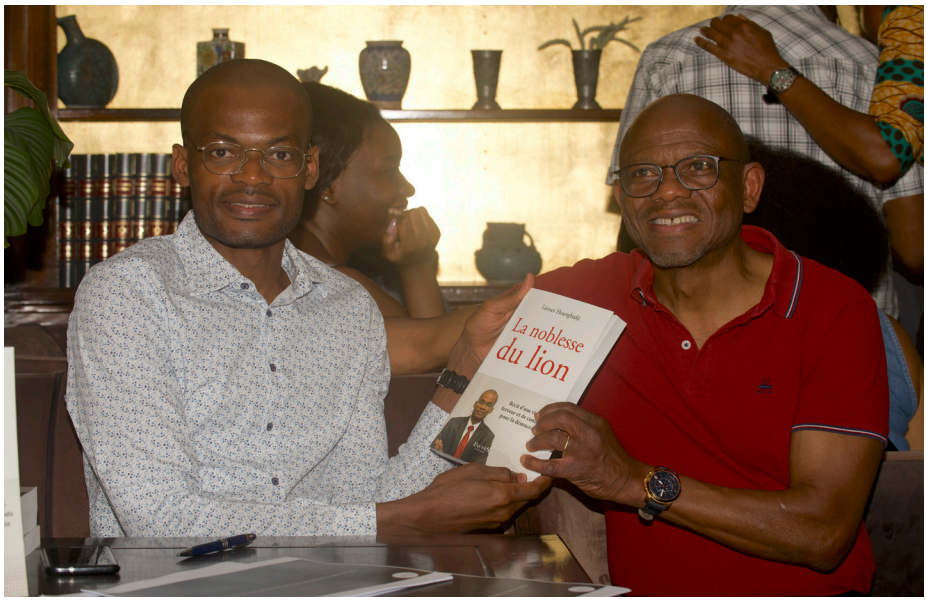
Bien (TVB), basé à Lyon, il fut Rédacteur à L'Année Francophone Internationale (AFI, actualité francophone mondiale) devenue Agora Francophone (revue), basée à Lille.

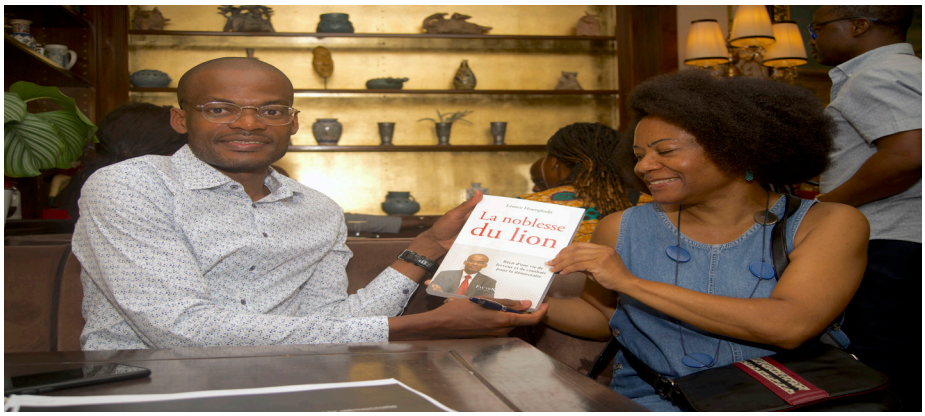
Passionné d'écriture, de lecture et des réseaux sociaux, il a été Attaché de Presse de la Préfecture de Cotonou ; Chef de la Cellule de Communication du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes, au Bénin ; Lauréat du concours des Meilleures productions de la presse béninoise (Catégorie Presse Ecrite, décembre 2010) et Oscars des Elites, en 2018.

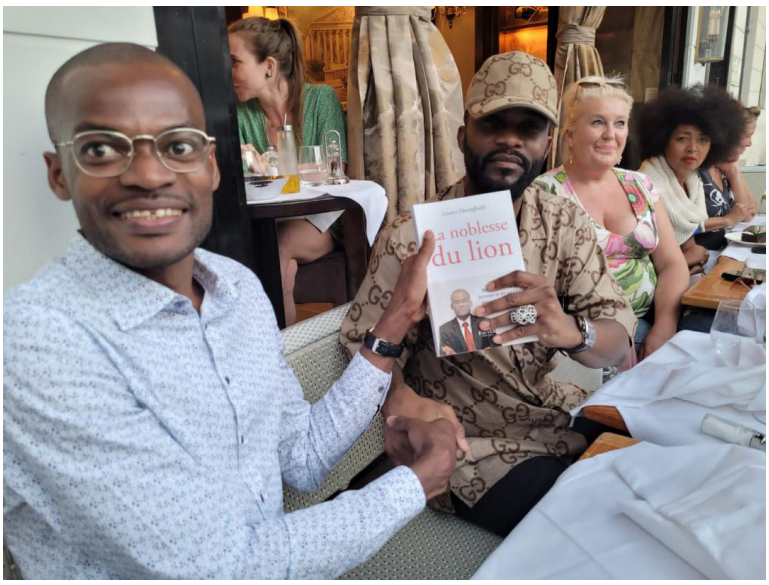
Auteur des ouvrages Le casse du siècle (Amazon, mars 2018), Résistons (Saint-Honoré, novembre 2019), De Cotonou à Paris (Fauves, novembre 2021) et La noblesse du lion (Fauves, juillet 2022), c'est un militant très engagé pour la cause de la démocratie, de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et des droits humains.

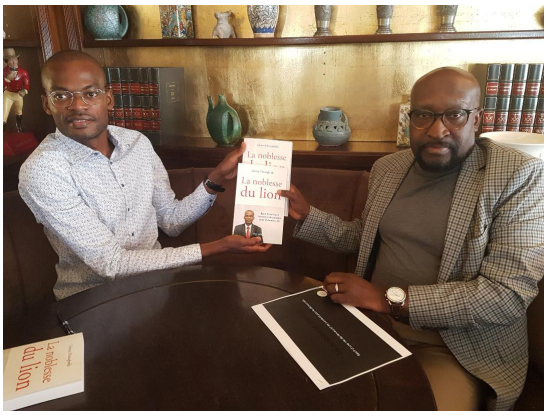
Ancien coordonnateur des départements de l'Atlantique et du Littoral de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB) et membre fondateur du Conseil national du patronat de la presse et de l'audiovisuel (Cnpa-Bénin), il milite dans plusieurs associations de défense et de protection des droits de l'homme en France telle que Volontaires pour la Démocratie et les Droits Humains (VDDH). Sur le plan professionnel, il est aussi membre des organisations Reporters d'Espoirs, pionnière du journalisme de solutions en France, et Tout Va Bien, engagée dans le journalisme de solutions à Lyon.

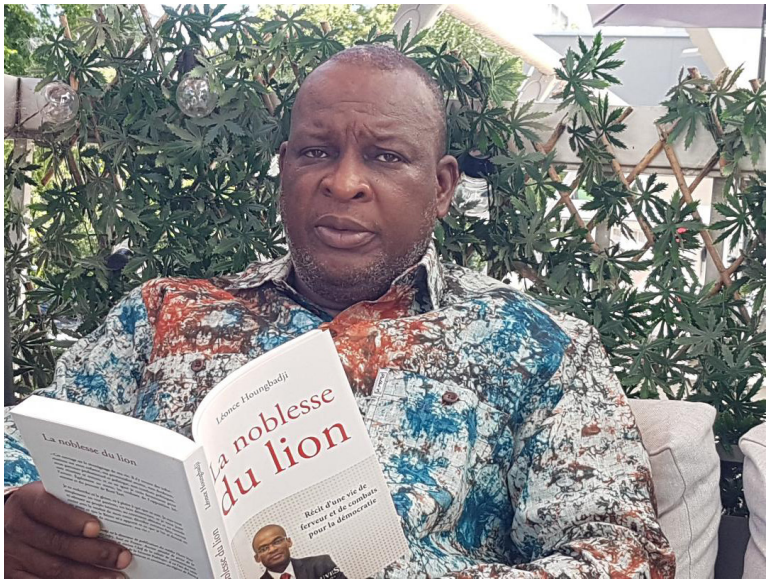


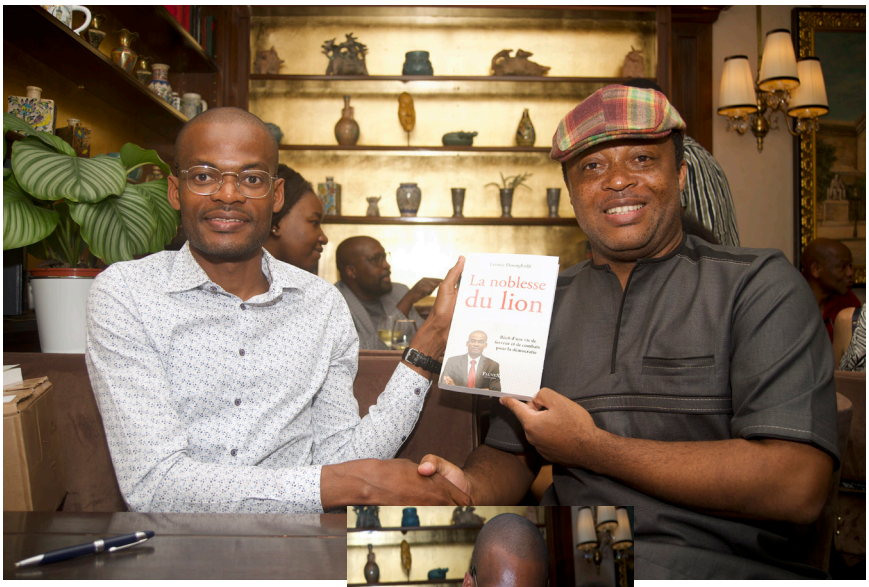


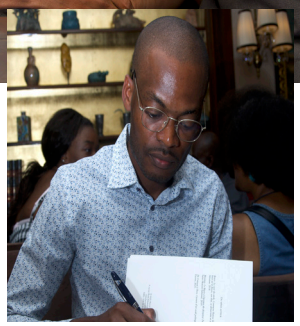



La noblesse
du lion


La noblesse
du lion


Léonce Houngbadji
La noblesse
du lion
Récit d'une vie de
ferveur et de combats
pour la démocratie


La noblesse
du lion



La noblesse
du lion

Promotion de l'excellence en Côte d'Ivoire

84 citoyens primés pour la qualité de leur travail

En Côte d'Ivoire, la 9ème édition de la cérémonie de remise de trophées aux lauréats du Prix National de l'Excellence s'est déroulée ce vendredi 5 août 2022. C'était au Palais de la Présidence de la République, au Plateau, en présence du président de la République, Alassane Ouattara, de la Première Dame, Dominique Ouattara, du vice-président, Tiemoko Meyliet Koné, du Premier ministre, Patrick Achi, et du président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo.

Ils sont au total 84 lauréats dont les mérites ont été reconnus et salués par l'Etat de Côte d'Ivoire. Ils ont travaillé avec courage et abnégation pour être des modèles pour leurs collègues, leurs amis, leurs familles et pour la société ivoirienne.

« Comme les années précédentes, cette cérémonie célèbre le mérite ivoirien, des modèles pour une Côte d'Ivoire émergente. Issues de divers secteurs d'activités, les personnes physiques et morales qui se sont distinguées par leur abnégation, la qualité de leur travail ou encore leur probité ont bénéficié de la reconnaissance de la nation », explique la Présidence de la République. « Cette année, ce sont 84 prix qui ont été décernés, dont deux nouvelles distinctions que sont le Prix d'Excellence de la bonne Gouvernance et le Prix d'Excellence de la lutte contre la Corruption », a-t-elle précisé. Ce vendredi 5 août 2022, ces lauréats ont reçu des mains du chef d'Etat et d'autres personnalités du pays, un diplôme d'honneur, un trophée ainsi qu'un chèque de 10 millions de Francs CFA. Le président Alassane Ouattara les « invite à poursuivre leurs efforts pour accomplir leur devoir citoyen au service du développement de notre beau pays ».

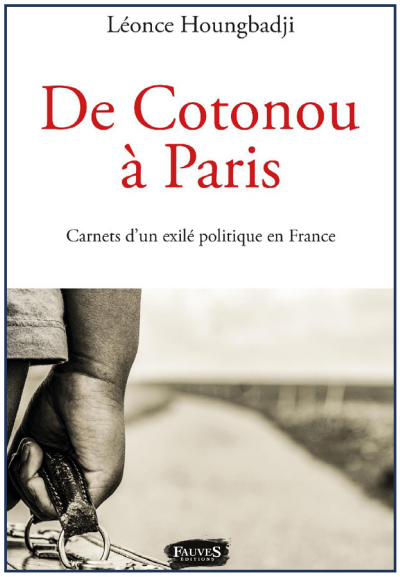
Le Prix National d'Excellence consacre l'engagement de l'Etat de Côte d'Ivoire à promouvoir une société d'Excellence. Son organisation annuelle, depuis 2013, vise à bâtir la Côte d'Ivoire solidaire et exemplaire.

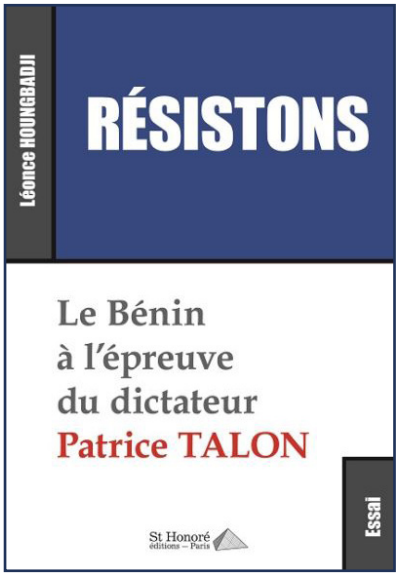
Les 84 lauréats de la 9ème édition du Prix National de l'Excellence entourés des plus hautes autorités ivoiriennes, le vendredi 5 août 2022, à Abidjan. – © Présidence de la République de Côte d'Ivoire.

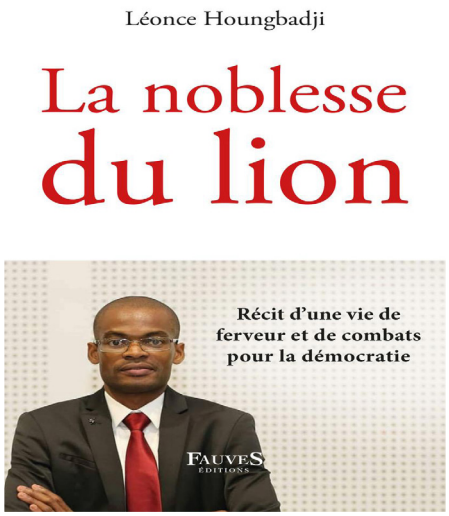
Burkina Faso

Malgré son handicap, Lahoua Dibiko cultive le coton

Incroyable mais vrai ! Malgré son handicap, Lahoua Dibiko s'engage dans l'entrepreneuriat social pour apporter des réponses concrètes aux problèmes sociaux de sa région, notamment dans le domaine alimentaire. Mieux, il s'est aussi lancé dans la culture du coton. Cette année, il a déjà semé 5,18 hectares de coton. Son handicap pourrait être un prétexte pour ne pas travailler et mendier dans la rue. Mais il a décidé de prendre son destin en main afin de donner l'envie de faire au plus grand nombre. Au Burkina Faso, précisément dans le village de Kari Gpc Sampoui, son histoire fait des vagues et inspire plus d'un.







Ouvrages uniques, compagnons de route, amis à garder, à ouvrir chaque jour, à transmettre !

Disponibles à la Fnac, sur Amazon, chez Fauves Editions et dans d'autres librairies et plateformes en ligne.

Contactez : +33 7 88 69 52 27

Contactez Notre Voix , média 100% solutions

Envoyez-nous vos courriers (notrevoix@yahoo.com) en indiquant clairement vos questions et exprimez librement vos opinions, tout en respectant strictement les règles de courtoisie.

Vous pouvez nous proposer des articles de solutions ou d'impact, qui seront analysés par notre équipe de journalistes professionnels.

Faites-nous part de ce qui se passe près de chez vous ! Soyez nos observateurs dans les quatre coins de la Planète pour nous rapporter des faits constructifs.

Donnez envie à votre entourage d'agir dans le bon sens.

Faire un don

Notre approche est innovante et porteuse de solutions justes et durables. Faites un don pour la soutenir. Chaque don, quel que soit le montant, permet à notre équipe de collecter, vérifier, trier et diffuser des informations constructives et de vous rendre compte fidèlement de l'utilisation qui en a été faite.

Consultez notre site pour accéder à la plateforme de don : www.notrevoix.info

Sierra Leone

L'accès à l'eau potable change la vie de Hawa Koroma, couturière paraplégique

En s'installant, il y a douze ans, à Kenema, province située à l'est de la Sierra Leone, Hawa Koroma voulait prendre un nouveau départ après avoir subi la guerre civile qui a coûté la vie à son mari. Elle ne s'imaginait pas à quel point sa vie allait basculer lorsqu'elle est arrivée dans cette ville située à 200 kilomètres de Freetown.

À 56 ans, paraplégique et mère célibataire de cinq enfants, Hawa est arrivée à Kenema avec son seul fauteuil roulant. La vie y était déjà difficile. Elle avait perdu presque tous ses biens lorsque sa maison dans le district de Tongo Field a été ravagée lors du conflit. L'eau était rare dans la région, et les habitants passaient l'essentiel de leur temps à en chercher. Les enfants souffraient de maladies hydriques et le manque d'assainissement était criard. « Comme il m'est difficile de me déplacer avec mon fauteuil roulant, j'envoyais mes enfants chercher de l'eau très loin et, la plupart du temps, ils rentraient très tard. J'étais plus inquiète pour les filles, alors parfois je demandais à mon fils aîné Ibrahim de me pousser dans mon fauteuil roulant pour aller à leur recherche », se rappelle-t-elle.

Hawa Koroma avec ses deux derniers enfants et son petit-fils. – © BAD.

Grâce à un projet de la Banque africaine de développement, les inquiétudes pour l'accès à une eau potable relèvent du passé. Hawa et les milliers d'habitants de Kenema bénéficient désormais de l'eau potable grâce au Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement des villes de Bo, Makeni et Kenema, sa ville d'adoption. La Banque et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international financent le projet à hauteur de respectivement, 41 millions de dollars et 18 millions de dollars. Plus de 1 980 ménages ont désormais accès à l'eau courante grâce au projet qui a également mis à la disposition des populations 156 kiosques à eau et 183 latrines modernes, permettant à 46 851 élèves et étudiants d'avoir accès à des toilettes modernes. En dix ans, plus de 550 000 personnes à Bo, Kenema et Makeni ont été approvisionnées en eau potable, portant le taux d'accès de la population à l'eau potable de 5 % à 75 %. « Ce projet démontre comment l'eau stimule le développement socioéconomique et comble le fossé pour les femmes », a indiqué Dr Beth Dunford, vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement chargée de l'Agriculture, du Développement humain et social. Depuis que la maisonnée de Hawa Koroma a été raccordée à l'eau courante, les enfants peuvent désormais étudier à la maison en toute sécurité, surtout les filles. « Pour être très honnête, je n'ai pas de mots pour exprimer ma gratitude à la Sierra Leone Water Company pour ce projet », s'est réjouie Hawa Koroma.

La santé des enfants de sa communauté s'est considérablement améliorée. « Avant, nous tombions souvent malades en buvant de l'eau de puits non traitée, se rappelle Hawa. Maintenant, avec l'eau propre, nous ne connaissons plus de diarrhée, de dysenterie, de typhoïde ou de gale, comme c'était le cas avant ».

Hawa retrouve le sourire!

L'amélioration des conditions de vie a donné à Hawa plus de temps pour se concentrer sur son travail. Couturière, elle fait de la broderie, fabrique des chemises de nuit, des draps et des robes pour bébé. Grâce à ce travail supplémentaire, elle gagne parfois assez d'argent pour payer en avance plusieurs mois de loyer.

Le projet de la Banque a donné à Hawa Koroma l'espoir d'un avenir radieux : « Je veux réunir assez d'argent pour payer les frais universitaires de ma fille aînée et acheter un fauteuil roulant électrique pour remplacer le fauteuil actuel.

Bénin

15 journalistes formés sur les techniques et pratiques d'écriture journalistique

L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin renforce les capacités des professionnels des médias béninois. Elle vient de former certains d'entre eux sur les techniques de rédaction en journalisme.

Photo de famille à l'issue de la formation, le 17 juin à l'Ambassade des Etats-Unis à...

Animée par la journaliste américaine Linda Hervieux, la formation a abordé des sujets tels que la structure d'un article, l'art de l'interview, l'instauration de la confiance entre le journaliste et ses sources, comment éviter la désinformation et la mésinformation, ainsi que la spécialisation des journalistes. Les stagiaires ont également mis en pratique ce qu'ils ont appris lors d'exercices en groupes. « Votre rôle d'information, d'éducation et de sensibilisation du public est important…, », a déclaré l'Ambassadeur Brian Shukan aux participants, avant de les encourager à persévérer dans leurs efforts.

Selon Sonia Djakpa du journal Le Révélateur, cette formation de cinq jours lui a permis d'en savoir plus sur l'accroche d'un article et sur la manière d'approcher les sources pour un reportage. « Au-delà des compétences rédactionnelles, nous avons abordé le journalisme d'investigation, le code d'éthique, la vérification des faits, ainsi que les notions de leadership et de management », a confié Ariel Gbaguidi, journaliste à La Nation. « J'en suis sorti encore plus aguerri pour exercer mon métier de journaliste », a-t-il précisé.

La formatrice Linda Hervieux a déclaré que la formation a été une excellente occasion de travailler avec des journalistes talentueux. « J'ai été extrêmement impressionnée par le Bénin, son peuple, et surtout par le courage et le talent des 15 journalistes qui ont participé à cette formation et qui viennent de différentes régions de ce merveilleux pays », a-t-elle témoigné.

Linda Hervieux est une journaliste et photographe américaine qui a travaillé pour le New York Times, le New York Daily News, le Daily Beast et NBC News. Elle est l'auteure du livre Forgotten : The Untold Story of D-Day's Black Heroes, at Home and at War, publié en 2016. La formation qu'elle a animée s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre l'Ambassade des États-Unis à Cotonou et ARS, une division du Bureau des Affaires Africaines du Département d'État.

Cotonou. – © Direction des Affaires Publiques de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin.

Bénin

Bill Fabroni Yoclounon utilise le numérique pour promouvoir les langues nationales

En Afrique de l'Ouest, particulièrement dans le domaine des technologies créatives, son nom est connu et respecté. Bill Fabroni Yoclounon fait partie de ces Africains qui bâtissent l'avenir. Au Bénin, son pays d'origine, il utilise le numérique pour promouvoir les principales langues nationales du pays. Très créatif, il met sur le marché l'application "Clavier des langues nationales béninoises", un outil numérique sur Google Play qui permet d'écrire lesdites langues (Fongbé, Yorouba, Bariba…) avec l'alphabet adéquat. Juriste, Bill Fabroni Yoclounon est en formation de Master de droit privé.

Bill Fabroni Yoclounon, concepteur de l'application «Clavier des langues nationales béninoises».

« 30 under 30 Afrique » 2022

Les personnalités nommées par Forbes

Le Top 30 des Africains de moins de 30 ans qui façonnent l'Afrique de demain vient d'être dévoilé par le magazine Forbes Afrique. Ils sont notamment des consultants en bonne gouvernance, patrons de startups innovantes, artistes, stylistes de mode et chefs gastronomiques. Parmi eux, se trouve un Béninois, qui s'est fait remarquer par son engagement en faveur de la promotion des langues locales béninoises avec son application «Clavier Fongbé et des langues béninoises», un outil numérique qui permet d'écrire les langues avec l'alphabet adéquat.

Khaby Lame lors de la 78ème édition du Festival du film de Venise, le 5 septembre 2021.
Reuters/Yara Nardi Images Tpx du jour.

Pour cette année 2022, le magazine Forbes Afrique a mis un accent particulier sur l'ambition et l'optimisme des personnalités ciblées. « Les membres de ce nouveau Top 30 des moins de 30 ans ont tous un double point commun : leur optimiste et leur ambition, carburants qui contribuent à changer la donne sur le contient », explique Forbes Afrique. « Ce classement doit être vu comme un condensé des immenses talents de la jeunesse africaine (70 % des ...habitants du continent ont moins de 30 ans). Une jeunesse qui ne demande

qu'à prendre son destin en main et à faire advenir un autre monde. Le sien », a-t-il fait observer, avant de préciser : « Établir un tel classement ; par définition subjectif, consiste à humer l'air du temps, activer ses réseaux, observer ce qui se fait et se passe. Repérer les noms qui reviennent ; distinguer l'anecdotique de l'essentiel ; déterminer les secteurs porteurs et in fine, parier sur certains profils ».

Classement 2022 de « 30 under 30 Afrique »

Mahamat Abakar : Tchadien de 24 ans, concepteur de Telemedan

Yero Sarr : Sénégalais de 21 ans, militant écologiste

Amir N'Gazi : Comorien de 26 ans, avocat d'affaires

Omar Abada : Tunisien de 29 ans, joueur de basketball

Fabroni Bill Yoclounon : Béninois de 27 ans, fondateur de IamYourClounon

Safiatou Nana : Fondatrice de Solar Koodo au Burkina Faso, 30 ans

Prisca Makila : 26 ans, directrice générale de Kim Engineering en République Démocratique du Congo

Gibran Freitas : 27 ans, cofondateur & animateur de Legal Tech Africa au Togo

Malika Louback : Djiboutien de 27 ans, mannequin

Fatouma Aiya Akiné : Nigérien de 28 ans, artiste plasticienne

Alexandre Bonneau : Togolais de 27 ans, fondateur d'AFROTO

Mariama Kaba : 28 ans, fondatrice de Miranass Tourisme en Guinée-Conakry

Mannick Syllas Bryant : 27 ans, fondateur de Find Solution Technology en République Démocratique du Congo

Fabroni Bill Yoclounon, Béninois de 27 ans, fondateur de IamYourClounon, occupe la 4ème place sur la liste de Forbes. Depuis 2018, il met le numérique au service de la promotion des langues nationales béninoises, avec ses applications mobiles «Stickers en fongbé» et «Clavier des Langues Béninoises», disponibles sur Playstore. – © BBC.

Rebecca Espitalier-Noël : 28 ans, cofondatrice et directrice exécutive de Foodwise en Ile Maurice

Jean Fall : 30 ans, fondateur de Cinewax au Sénégal

Tisya Mukuna : 30 ans, fondatrice de la marque de café « La Kinoise » en République Démocratique du Congo

Charles Alexandre Bourdette : 23 ans, artiste peintre au Gabon

Christelle Kwizera : 26 ans, fondatrice de Water Access au Rwanda

Adama Kanté : 23 ans, entrepreneur malien

Kevis Sesse : 28 ans, fondateurs de la plateforme MonArtisan.ci en Côte d'Ivoire

Matina Razafimahefa : 24 ans, cofondatrice et PDG de Sayna au Madagascar

Yacine El-Mahdi Oualid : 29 ans, ministre délégué, chargé des start-up en Algérie

Hafou Touré Samb : 30 ans, fondatrice du cabinet de conseil en stratégie HTS Partners, directrice de cabinet adjointe au ministère ivoirien de la Promotion des PME en Côte d'Ivoir

Amina Zakhnouf et Ileana Santos : 26 et 28 ans, cofondatrices de l'incubateur de politiques publiques « JMA » (Je m'engage pour l'Afrique) au Maroc et au Togo

Arielle Kitio : 30 ans, fondatrice de l'incubateur CAYSTI au Cameroun

Dieuveil Malonga : 30 ans, chef cuisinier au Congo-Brazzaville

Mareme Dieng : 25 ans, responsable de l'innovation et de la Stratégie pour le fonds de capital-risque Global au Sénégal

Mouhidine Seiv : 30 ans, fondateur de HrFlow.ai en Mauritanie

Khaby Lame : 22 ans, influenceur Sénégalais

Teddy Kossoko : 28 ans, fondateur de Masseka Game Studio en Centrafrique

France

Stéphane Bern plaide pour la protection du patrimoine religieux

Le patrimoine religieux français est en grand danger. Il est « en état de déréliction ». Ce constat alarmant est fait par Stéphane Bern, animateur de radio et de télévision, acteur et écrivain franco-luxembourgeois. Ce mercredi 29 juin 2022, devant le Sénat, celui qui a réalisé et présenté plusieurs émissions consacrées à l'histoire et au patrimoine a lancé un appel pressant en faveur de la protection et de la défense du patrimoine religieux.

Devant les sénateurs de la commission de la culture, Stéphane Bern n'est pas allé par quatre chemins pour décrire l'état dégradant des édifices religieux en France. « J'ai l'impression d'être dans un bateau qui prend l'eau et d'écoper avec une cuillère à soupe ! », a-t-il confié. « Ma vocation n'est pas de me substituer à la force publique, mais de lui venir bénévolement en soutien. Si toutes les demandes viennent vers moi, c'est qu'il y a une déficience de l'Etat », fait observer le présentateur vedette de l'émission Secrets d'Histoire.

Les petites communes, selon lui, ne peuvent pas à elles seules prendre entièrement en charge les coûts des travaux de restauration des bâtiments qui méritent d'être sauvés. Les travaux de réparation sont onéreux. C'est pourquoi, face à cette situation préoccupante, il propose « la mise en place d'un fond commun des financements dédié à la sauvegarde de ce patrimoine, et une meilleure répartition des compétences entre les différents acteurs régionaux comme départementaux », selon les informations rapportées par France Info Culture.

Le patrimoine mobilier et religieux non protégé sur l'ensemble du territoire national est actuellement en cours de recensement. Des sources indépendantes affirment que la France disposerait de 100 000 bâtiments religieux. 15 000 seulement seraient protégés et plus de 2 000 abandonnés.

Laurianne Ploix, fondatrice de l'association Tout Va Bien (TVB) et directrice de publication du journal TVB, à droite, aux côtés des bénévoles Fabien Pérouse et Valérie. Photo Laurence PONSONNET

Grammy Awards

Le chanteur congolais Lokua Kanza rejoint la Recording Academy

Bonne nouvelle pour l'Afrique ! La star de la musique congolaise Lokua Kanza vient d'intégrer le cercle très restreint des membres de la Recording Academy, l'organisme américain qui organise chaque année les Grammy Awards. Il s'agit de l'Académie nationale des arts et des sciences de l'enregistrement. « Je suis très honoré de vous annoncer que je fais partie de la Recording Academy – l'Académie qui s'occupe des Grammy Awards – et heureux de rejoindre cette grande famille de créateurs et professionnels de la musique », a-t-il annoncé sur son compte Facebook, il y a cinq jours. 64 ans, Lokua Kanza, de son vrai nom Pascal Lokua Kanza, est un chanteur, multi-instrumentiste, parolier, compositeur, arrangeur et producteur.

Tanzanie

Une école de la 2ème chance pour les adolescents déscolarisés

Grâce au Projet d'apprentissage alternatif et de développement des compétences, Hadia Baruti Wimbi sait désormais lire, écrire et compter. – © BAD

Hadia Baruti Wimbi n'avait que 6 ans quand elle a quitté la maison de ses parents. Elle raconte : « Une vieille femme de ma famille est venue voir mes parents, leur a demandé si elle pouvait m'emmener avec elle. Elle leur a promis de m'inscrire à l'école. Quand elle est devenue ma tutrice, elle a inscrit ses enfants à elle, mais pas moi ». La jeune fille semblait condamnée à suivre le même chemin que nombre de ses pairs en Tanzanie, où beaucoup de jeunes n'ont pas les compétences requises sur le marché du travail. Heureusement, Hadia a pu changer le cours de sa vie, grâce à un oncle et à un projet défendu par le Fonds africain de développement.

« J'avais 13 ans, se souvient la jeune femme, 21 ans aujourd'hui. Il est venu me chercher et m'a confiée à une enseignante ». Mais la partie n'était pas gagnée pour autant : « Il m'a fallu un an pour la convaincre d'aller à l'école, raconte Fatima Rashid Ali, l'enseignante qui l'a recueillie. Elle ne voulait pas y aller, car elle avait le sentiment d'être trop vieille ». Et d'expliquer : « Je lui ai dit qu'une école traditionnelle ne lui conviendrait pas, mais que je connaissais un centre qui proposait une autre manière d'apprendre. »

Signe du destin ? Hadia Wimbi a pu bénéficier du Projet d'apprentissage alternatif et de développement des compétences, auquel le Fonds africain de développement a octroyé 32,7 millions de dollars, afin de construire deux centres de formation professionnelle. Le Raha Leo Alternative Learning Center est l'un d'eux. C'est là que Hadia a pu s'ouvrir à de nouveaux horizons. Bien plus âgée que les autres élèves du niveau primaire, Hadia souffrait pourtant de gros retards d'apprentissage à son arrivée. « Si je n'étais pas venue ici, j'aurais passé ma vie à faire des travaux domestiques », dit-elle sur un ton grave. Puis elle sourit : « Maintenant, je sais lire et écrire. Je sais que quand j'aurai terminé mes études, je pourrai créer ma propre entreprise. Je suis si heureuse d'avoir étudié ici ! »

Ils sont des centaines d'autres à avoir pu profiter, comme Hadia, du Projet d'enseignement alternatif et de développement des compétences. Ne comptant qu'une douzaine de pensionnaires à leur ouverture, les centres d'apprentissage dédiés comptent aujourd'hui plus de 2 000 élèves, qui y bénéficient d'un enseignement de base. « Nous n'avions que 32 élèves dans le centre d'apprentissage alternatif de Raha Leo quand nous avons ouvert, en 2006. Tous avaient quitté l'école, près de 95 % étaient séparés de leur famille. Aujourd'hui, nous essayons de nous rapprocher d'eux, de leur témoigner de l'affection et de leur apprendre des choses », explique Kazija Salmin Ufuzo, professeure de swahili et de mathématiques. Pour elle, l'objectif est clair : apprendre aux élèves à lire, à écrire et à maîtriser les bases de calcul. Mais on leur propose aussi d'acquérir d'autres compétences : « Nous avons lancé des formations en ménage, en maintenance informatique, en agriculture, en menuiserie, en électricité, en cuisine et en couture », précise l'enseignante.

Un projet concret

D'après Madina Mjaka Mwinyi, assistante principale au ministère tanzanien de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, 85 % des jeunes formés dans ces centres professionnels ont créé leur entreprise. Aujourd'hui, la Tanzanie compte une douzaine de centres d'apprentissage et de formation professionnelle de ce type, qui changent la vie d'adolescents et de jeunes gens qui, autrement, ne seraient sans doute jamais allés à l'école.

Grâce au soutien du Fonds africain de développement, plus de 6 000 microcrédits à taux zéro ont été accordés à des étudiants tanzaniens – dont plus de 70 % de femmes – pour qu'ils puissent créer leur entreprise.

Sidi Mouctar Dembélé, connu sous le nom de «Roi 12-12»

De cirage de chaussures aux affaires, un modèle de réussite

Dans la sous-région ouest africaine, il est connu pour sa générosité, sa résilience et son courage. Sidi Mouctar Dembélé, connu sous le nom de «Roi 12-12», puisque c'est de lui qu'il s'agit, est l'un des hommes d'affaires les plus puissants au Mali et en Afrique de l'Ouest. Mais pour intégrer ce cercle restreint, atteindre le sommet de la gloire, il lui a fallu traverser le désert. De cirage de chaussures à la vente de l'essence dans des bouteilles au marché de Banankabougou, en passant par le montage de vélos au grand marché de Bamako, Sidi Mouctar Dembélé a touché à tout. Aujourd'hui, il est une fierté et un modèle de réussite africaine pour de nombreux jeunes, car son parcours donne envie d'agir.

Né en 1977 à Markala, au Mali, son parcours est semé d'embûches. La galère, Sidi Mouctar Dembélé l'a connue. Mais à aucun moment, les difficultés et obstacles de la vie ne l'ont jamais arrêté. Il a su les surmonter pour réaliser son rêve. Déterminé, créatif, humble et visionnaire, il a très tôt pris son destin en main, convaincu qu'on peut bel et bien partir de zéro pour réussir. « Vous ne pouvez pas passer une seconde avec lui sans être motivé sur un sujet. Il a toujours fait preuve de courage et de la plus grande détermination pour réussir », témoigne l'un de ses proches à Paris.

Travail, solidarité, fraternité et partage. Telle est la devise de ce fils de Bazoumana et de Bayini Korotimi Koné. « Dans l'arrondissement de Markala, mon père donnait la nourriture à plusieurs personnes, quand on était tout petit. Il avait deux voitures, un immeuble à Bamako-Coura et beaucoup d'autres maisons à Bamako mais je voulais travailler dur pour réaliser mes propres projets », confie celui qui est devenu plus tard un richissime homme d'affaires, ayant fait fortune dans l'automobile, notamment dans la vente des véhicules haut de gamme, depuis 2006, les fournitures bureautiques et le Btp. « La solidarité, le partage et l'entraide sont des symboles que tous les religieux en général et en particulier les musulmans partagent. Aujourd'hui, les affaires marchent et je partage le peu de moyens que j'ai », a-t-il indiqué, avec beaucoup d'humilité. « Je suis fier de ce que je fais. La réussite, c'est bien sûr cela, être fier de son travail », a-t-il fait observer.

Aux jeunes, il leur conseille de ne pas avoir peur d'entreprendre, de faire preuve de créativité, d'humilité pour apprendre, de patience pour attendre le bon moment pour récolter ce qu'ils ont semé et de courage pour faire face aux épreuves. « Tout le monde peut rêver. Chacun a son rêve. Mais le plus important, c'est comment réaliser son rêve. Il faut d'abord y croire et se donner les moyens pour passer du rêve à la réalité. Quand vous vous battez, vous allez vous en sortir un jour. Je crois au travail bien fait », lance-t-il en direction des jeunes.

Des réalisations tangibles

Sur le plan du développement, le "Roi 12-12", encore appelé « Bassidi », a laissé de traces un peu partout. Ce qui lui a valu plusieurs prix au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Bénin et aux Etats-Unis dont le "Prix Kèwalé" !Au Mali, il soutient l'Etat central dans plusieurs domaines vitaux, finance la réalisation de forages pour apporter de l'eau potable aux populations (Ségou-Pélengana), construit des mosquées (Bamako, Markala), offres des ambulances aux centres de santé, des moustiquaires, des corbillards, des motos-taxis (Ségou), construit des infrastructures marchandes et des écoles dans plusieurs localités, finance des projets de maraîchage au profit des femmes (Kodjiradaga, Fanafodaga), soutient les artistes et les jeunes entrepreneurs, organise des compétitions de football pour promouvoir le sport à la base, parraine des d'événements culturels, religieux et sportifs (Mali, Côte d'Ivoire, France)… La liste de ses réalisations est longue.

Sidi Mouctar Dembélé est tout simplement un modèle dont beaucoup de jeunes africains peuvent s'inspirer pour entreprendre et réussir.

L'homme d'affaires malien Sidi Mouctar Dembélé, surnommé «Roi 12-12». – © «Roi 12-12».

Lutte contre le terrorisme dans le Sahel

Les 10 propositions concrètes de Jacob Yarigo, spécialiste des questions de sécurité

Les terroristes continuent de semer la terreur dans plusieurs pays africains. Les derniers cas en date sont les attaques perpétrées au Bénin, au Togo, au Burkina Faso et au Mali (encore ce matin). Quelles solutions pérennes pour venir à bout de ce fléau qui se répand comme une trainée de poudre ? La question a été posée à Jacob Yarigo, diplômé de l'Ecole nationale d'administration (Ena-Bénin) et spécialiste des questions de paix et de sécurité en Afrique francophone. Eléments de réponse.

Jacob Yarigo, spécialiste des questions de sécurité en Afrique francophone. – © Jacob Yarigo.

Les attaques terroristes se multiplient dans plusieurs pays africains, notamment dans la région du Sahel. Ces derniers jours, les terroristes ont encore endeuillé plusieurs familles au Bénin, au Mali et au Burkina Faso. Selon vous, quelques sont les causes profondes de ce fléau ?

Afin de comprendre la complexité des facteurs de la crise qui enflamme le Sahel depuis plusieurs années, il est tout d'abord nécessaire d'admettre son caractère multidimensionnel, qui va bien au-delà de la seule problématique de la lutte anti-terroriste auquel on la réduit trop souvent. Au nombre de ces facteurs, nous pouvons évoquer, sans être exhaustif :

les rebellions politico-indépendantistes : elles ont été actives de longue date au Mali et au Niger. Le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) et le MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad) sont des exemples types les conflits liés à la gestion des ressources naturelles : un grand nombre de conflits mettent aux prises des communautés qui s'affrontent durement pour accéder, gérer ou exploiter les différents types de ressources. Ainsi, avons-nous les conflits liés à la gestion des ressources agro-pastorales et foncières, les conflits liés à l'exploitation des richesses du sous-sol… la remise en cause des ordres politiques et sociaux : on distingue deux types de conflits à ce niveau (les conflits de leadership et de légitimité et la renégociation des ordres statutaires et hiérarchisés) la communautarisation de la sécurité : les groupes d'auto-défense recrutés sur les bases communautaires se sont multipliés dans la région sahélienne. C'est le cas notamment du Mali où des milices « Dogons » et « Bambaras » s'opposent aux groupes d'auto-défense Peuls. Ces affrontements font l'objet de terrifiants massacres humains les rébellions politiques et mouvements populaires : au Mali, l'insurrection populaire conduite par le Mouvement du 5 juin (M5-RFP), parachevé par l'intervention de la junte militaire du CNSP (Comité

national pour le salut du peuple), a ...renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Cette puissante vague de protestation populaire est à rapprocher de celle qui a abouti en 2014 au renversement du régime de Blaise Compaoré au Burkina Faso…

Les Etats durement touchés et la communauté internationale misent sur des solutions militaires pour venir à bout des terroristes, sans résultats concrets. Vous qui suivez l'évolution de la situation dans la région, que proposez-vous concrètement pour que la lutte donne des résultats plus probants ?

Le constat fait par les acteurs de la région sahélo-saharienne au cours des « Conversations régionales » pour la prévention de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme depuis 2015 est qu'en dépit des multiplications des réponses militaires, celles-ci, même si elles sont nécessaires, ont démontré leurs limites dans la mesure où elles traitent des effets du phénomène plutôt que ses causes profondes. C'est pourquoi, nous proposons 10 solutions sérieuses, pour détruire le terroriste sous toutes ses formes sur le continent :

Apporter une réponse régionale intégrée plutôt que de multiplier les stratégies et programmes nationaux isolés
Placer la culture, la citoyenneté et l'éducation au cœur des dispositifs de prévention de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme
Œuvrer avec les médias pour une information objective, pour relayer les discours de paix et faire valoir des expériences réussies de prévention
Nécessiter de favoriser tous les espaces de dialogues à travers lesquels la cohésion sociale et le lien entre la société et l'Etat se renforcent, surtout dans les zones marginalisées
Favoriser la participation des femmes, des jeunes, des communautés locales et des familles dans le développement et la mise en œuvre des initiatives de prévention du terrorisme
Reconnaître le rôle capital de la responsabilité des pouvoirs publics et des acteurs politiques dans la prévention des actes terroristes
Engager le dialogue entre les forces de défense et de sécurité et les communautés afin de renforcer la confiance et corriger les comportements abusifs
Repenser, à l'interne, les politiques économiques en direction des régions déjà touchées par le spectre terroriste
Développer des politiques concrètes et spécifiques à l'endroit de la jeunesse de l'Afrique francophone
Repenser le « contrat social » (relation entre Etat et citoyens).

Quel pourrait être l'impact de ces solutions sur le terrain ?

A court terme, cela permet de réduire considérablement les frappes terroristes et mitiger le risque terroriste. A moyen terme, elles permettent à la population de jouir pleinement de ses droits économiques, sociaux, politiques et culturels. A long terme, ces solutions envisagées ont l'avantage de renforcer la cohésion sociale autrement dit de restaurer le contrat social entre le citoyen et les pouvoirs publics et par conséquent de promouvoir un développement équilibré et harmonisé et une intégration sous-régionale plus efficace.

En définitive, pour reprendre les mots du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, « l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent. » Au moment où les Talibans ont repris le pouvoir à Kabul, vingt ans après l'intervention militaire occidentale, et que la question des négociations entre les Etats sahéliens et certains éléments djihadistes se pose de manière de plus en plus pressante, la prévention de l'extrémisme violent semble quelque peu en perte de vitesse sur un agenda international antiterroriste aujourd'hui dominé par la question du retour des combattants terroristes étrangers qui avaient rejoint DAESH et des membres de leurs familles en provenance d'Iraq et de Syrie. Pourtant, les questions de gouvernance de société de plus en plus multiculturelles et plurielles, et de la relation entre Etats et citoyens ou « contrat social » au cœur de la prévention de la violence, continuent de se poser avec insistance dans beaucoup de pays francophones et au-delà. Il faut donc forcément revoir la stratégie de lutte anti-terroriste.

Jacob Yarigo propose des réponses régionales intégrées contre le terrorisme plutôt que de multiplier les stratégies et programmes nationaux isolés. – © Jacob Yarigo.

Cybersécurité

Les bonnes pratiques et mesures préconisées par l'expert Omar Arouna

Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), les niveaux d'engagement de l'Afrique en matière de cybersécurité – ainsi que sa capacité de réponse aux menaces – restent faibles par rapport aux autres continents. Face à la multiplication des attaques sophistiquées à la sécurité et à la souveraineté numérique des Etats, quelles solutions concrètes apporter pour répondre à ce phénomène ? Réponse avec Omar Arouna, spécialiste des questions de cybersécurité, ancien ambassadeur du Bénin près les Etats-Unis d'Amérique.

Omar Arouna, spécialiste des questions de cybersécurité, ancien ambassadeur du Bénin près les Etats-Unis d'Amérique. – © Omar Arouna.

Présentez-vous à nos lecteurs et internautes ?

Je m'appelle Omar Arouna, titulaire d'un MBA en cybersécurité, obtenu à l'Université George Washington. Je suis le fondateur et l'associé directeur de US-Africa Cybersecurity Group, un cabinet de conseil collaboratif et de gestion de la cybersécurité à Washington, DC ; fournissant des services de conseil en cybersécurité, des programmes de formation, des évaluations, des renforcements de capacités, de développement et de mise en œuvre de stratégies et d'initiatives de cybersécurité pour les secteurs public et privé en Afrique. En outre, je suis le PDG de Global Specialty LLC, une société de conseil en développement des affaires axée sur la fourniture de services de conseil et d'exploitation aux organisations et à leurs communautés d'affaires à la recherche d'une entrée sur le marché et de l'établissement d'opérations commerciales en Afrique.

Jusqu'en 2016, j'étais l'Ambassadeur de la République du Bénin aux États-Unis, au Mexique et l'ancien Représentant du pays auprès de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation des États américains. Avant ma nomination, en tant qu'ambassadeur du Bénin aux États-Unis, j'étais le vice-président exécutif de Goodworks International, une société de conseil multinationale américaine fondée par l'ambassadeur Andrew Young, leader américain des droits civiques et chef de cabinet du Dr Martin Luther King. À son apogée, la société comptait sept bureaux en Afrique et trois basés aux États-Unis axés sur la promotion des affaires en Afrique et dans les Caraïbes. Chez GoodWorks International, j'ai dirigé les efforts de l'entreprise pour faciliter l'engagement des entreprises américaines en Afrique. Les services à la clientèle comprenaient la facilitation des entreprises américaines pour sécuriser les affaires avec les pays africains, étendre leur présence et leurs opérations dans la région, et identifier des partenaires locaux pour conclure des partenariats. Parmi ses clients figurent AECOM, Chevron, Delta Airlines, General Electric, Motorola et Sumitomo Corporation, MGI Management et Verizon. Plus est, j'ai aidé plusieurs gouvernements africains à améliorer leurs relations avec les agences gouvernementales américaines et à collaborer avec les membres du Congrès Américain et la Maison Blanche.

Commandeur de l'Ordre National du Bénin, je suis actuellement le président du conseil consultatif du New York Center for Foreign Policy Affairs (NYCFPA), un think-thank américain consacré à la recherche et à l'analyse de tous les aspects de la politique étrangère américaine et de son impact dans le monde.

Je suis aussi président du conseil consultatif de l'Institut panafricain des municipalités Développement (PIMD). PIMD est une organisation à but non lucratif créée en 2021 pour combler les lacunes dans le développement de la main-d'œuvre, le renforcement des capacités et le développement du leadership dans les gouvernements municipaux en Afrique.

Vous êtes un spécialiste des questions liées à la cybersécurité. Comment vous la définissez ?

Selon l'Institut national des normes et de la technologie des États-Unis, la cybersécurité est la prévention des dommages, la protection et la restauration des ordinateurs, des systèmes de communications électroniques, des services de communications électroniques, des communications par fil et des communications électroniques, y compris les infor-

mations qu'ils contiennent, afin d'assurer leur disponibilité, leur intégrité, leur authentification, leur confidentialité et leur non-répudiation. En bref, la cybersécurité est le processus de protection des informations en prévenant, en détectant et en répondant aux attaques. La capacité de protéger ou de défendre l'utilisation du cyberespace contre les cyberattaques.

De plus en plus d'attaques contre la sécurité et la souveraineté numérique des Etats sont enregistrées. Comment se manifestent-elles dans la pratique ?

Déjà, il faut savoir qu'une cyberattaque est toute tentative d'obtenir un accès non autorisé à un ordinateur, un système informatique ou un réseau informatique dans l'intention de causer des dommages. Les cyberattaques visent à désactiver, perturber, détruire ou contrôler les systèmes informatiques ou à altérer, bloquer, supprimer, manipuler ou voler les données détenues dans ces systèmes. Vous avez probablement lu des informations sur les cyberattaques de gouvernements étrangers comme la Corée du Nord, la Russie et l'Iran dans les nouvelles. Ils ne sont malheureusement que trop courants. Les attaques potentielles de pays comme ceux-ci sont appelées menaces d'État-nations. Les menaces des États-nations sont liées aux attaques contre les infrastructures, l'armée et les entreprises. Il peut être difficile d'identifier les auteurs car, naturellement, ils souhaitent passer inaperçus et rejetteront toujours la faute sur des cyber gangs indépendants, des entités étrangères ou des hacktivistes.

Le but derrière les attaques peut varier et peut inclure :

-**Espionnage** militaire
-**Influencer** l'opinion publique par la désinformation diffusée via les médias sociaux
-**Manipuler** les processus décisionnels des gouvernements.

Les attaques d'États-nations sont généralement considérées comme des piratages technologiques très complexes. Mais, ils peuvent aussi être beaucoup plus simples dans la conception. La technologie pourrait même ne pas être impliquée. En fait, l'ingénierie sociale est une méthode courante utilisée pour violer les systèmes d'entreprise. L'ingénierie sociale tire parti des vulnérabilités humaines, convainquant les personnes au sein d'une organisation de cliquer sur de faux liens et de télécharger des logiciels malveillants, ce qui conduit invariablement à des failles de sécurité. Par exemple, de simples attaques de spear-phishing par courriel sont souvent utilisées par les États-nations pour infiltrer les actifs de l'infrastructure. Un courriel d'apparence légitime est ouvert par un employé et un logiciel malveillant est planté. Ce malware peut rester dormant jusqu'à ce qu'il soit déclenché par une agence ou un événement externe, de sorte qu'il pourrait ne pas être immédiatement découvert, ce qui rend encore plus difficile de s'en prémunir.

Comment vite les détecter ?

Que peut-on faire pour se prémunir contre les méthodes souvent changeantes et de plus en plus sophistiquées utilisées par les États-nations pour violer la sécurité de vos données ? Malheureusement, il n'y a pas de solution miracle unique ; vous devez adopter une approche multidimensionnelle et multicouche de la sécurité. Toutes les organisations doivent mettre à jour leurs calculs et leurs défenses en matière de cyber risques. Pour ce faire, procédez comme suit :

- Assurez-vous que votre modélisation des risques inclut un scénario d'acteur de menace d'État-nation.
- Prendre tous les risques de cybersécurité plus au sérieux. Comprenez quels exécutables et fichiers légitimes doivent être exécutés sur vos appareils et assurez-vous d'être alerté en cas de comportement inhabituel des fichiers.
- Ne sous-estimez jamais la valeur des systèmes de gestion des vulnérabilités et des actifs. Ceux-ci sont essentiels pour comprendre votre profil de risque actuel, où résident vos systèmes et données critiques, développer vos plans de continuité d'activité et de reprise après sinistre et bien plus encore.
- Éduquer les employés à être hyperconscients des attaques des États-nations et des impacts potentiels sur votre entreprise. Vous ne devriez pas avoir une seule session de formation, mais elles devraient être continues et inclure une communication ciblée, des exercices et des tests inopinés pour évaluer la capacité des gens à identifier et à signaler les attaques de phishing.

Les attaques des États-nations ont changé ; ils sont plus fréquents, plus répandus et causent beaucoup plus de dégâts. Ils ne se limitent pas aux transgressions des gouvernements. En fait, il n'existe aucun moyen garanti pour une organisation de prévenir une cyberattaque, mais il existe de nombreuses meilleures pratiques en matière de cybersécurité que les organisations peuvent suivre pour réduire le risque.

Qu i en sont les auteurs et à quelle fin ils le font ?

Une cyberattaque peut être lancée de n'importe où par n'importe quel individu ou groupe en utilisant une ou plusieurs stratégies d'attaque différentes. Les personnes qui commettent des cyberattaques sont généralement considérées comme des cybercriminels. Souvent appelés mauvais acteurs, acteurs de la menace et pirates informatiques, ils comprennent :

- Des individus qui agissent seuls, en s'appuyant sur leurs compétences informatiques pour concevoir et exécuter des attaques malveillantes. Ils peuvent également appartenir à un syndicat criminel, travaillant avec d'autres acteurs de la menace pour trouver des faiblesses ou des problèmes dans les systèmes informatiques - appelés vulnérabilités - qui peuvent être exploités à des fins criminelles.
- Des groupes d'experts en informatique parrainés par des gouvernements lancent également des cyberattaques. Ils sont identifiés comme des attaquants d'États-nations, et ils ont été accusés d'attaquer l'infrastructure informatique d'autres gouvernements, ainsi que des entités non gouvernementales, tels que des entreprises, des organisations à but non lucratif et des services publics. Les cyberattaques sont conçues pour causer des dommages. Ils peuvent avoir divers objectifs, notamment :

- Gain financier. La plupart des cyberattaques d'aujourd'hui, en particulier celles contre des entités commerciales, sont lancées par des cybercriminels à des fins lucratives. Ces attaques visent souvent à voler des données sensibles, telles que les numéros de carte de crédit des clients ou les informations personnelles des employés, que les cybercriminels utilisent ensuite pour accéder à de l'argent ou à des biens en utilisant l'identité des victimes. D'autres attaques à motivation financière sont conçues pour désactiver les systèmes informatiques eux-mêmes, les cybercriminels verrouillant les ordinateurs afin que leurs propriétaires et les utilisateurs autorisés ne puissent pas accéder aux applications ou aux données dont ils ont besoin ; les attaquants exigent ensuite que les organisations ciblées leur paient des rançons pour déverrouiller les systèmes informatiques.
- D'autres attaques visent à obtenir des données d'entreprise précieuses, telles que

des informations de propriété ; ces types de cyberattaques sont une forme moderne et informatisée d'espionnage d'entreprise. Perturbation et vengeance. Les mauvais acteurs lancent également des attaques spécifiquement pour semer le chaos, la confusion, le mécontentement, la frustration ou la méfiance. Ils pourraient prendre de telles mesures comme un moyen de se venger des actes commis contre eux. Ils pourraient viser à embarrasser publiquement les entités attaquées ou à nuire à la réputation des organisations. Ces attaques visent souvent des entités gouvernementales, mais peuvent également frapper des entités commerciales ou des organisations à but non lucratif. Les attaquants des États-nations sont à l'origine de certains de ces types d'attaques. D'autres, appelés hacktivistes, pourraient lancer ce type d'attaques comme une forme de protestation contre l'entité ciblée ; un groupe décentralisé secret d'activistes internationalistes connu sous le nom d'Anonymous est le plus connu de ces groupes. Les menaces internes sont des attaques qui proviennent d'employés avec une intention malveillante. Cyberguerre. Les gouvernements du monde entier sont également impliqués dans des cyberattaques, de nombreux gouvernements nationaux reconnaissant ou soupçonnés de concevoir et d'exécuter des attaques contre d'autres pays dans le cadre de différends politiques, économiques et sociaux en cours. Ces types d'attaques sont classés comme cyberguerre. Voici quelques exemples très médiatisés :

- Sony Pictures a été ciblé en 2014 pour le film The Interview, que la Corée du Nord a trouvé offensant.
- L'attaque SolarWinds a compromis les agences fédérales.
- L'attaque zero-days de Microsoft Exchange a compromis plus de 100 000 serveurs de messagerie.

Quel est aujourd'hui l'état des lieux de la cybersécurité en Afrique ?

En Afrique, les services de base tels que les communications, les réseaux électriques, les systèmes de transport, les services de santé et les villes intelligentes dépendent de plus en plus des services cloud. Avec environ 500 millions d'internautes, l'Afrique possède l'un des réseaux téléphoniques et Internet à la croissance la plus rapide au monde. Il en a résulté une expansion tout aussi rapide de la cybercriminalité et la nécessité d'intégrer la cybersécurité dans les stratégies commerciales et les considérations politiques. Selon la Coopération financière internationale et Google, l'économie Internet de l'Afrique devrait contribuer à hauteur de 180 milliards de dollars à son économie globale d'ici 2025, pour atteindre 712 milliards de dollars d'ici 2050. Pour s'assurer que ces projections se concrétisent, les gouvernements africains et leurs partenaires mettent en place de nouvelles initiatives pour connecter rapidement environ 700 millions d'Africains non connectés et répondre aux problèmes de vitesse et de coût pour ceux qui y ont accès. Mais la connexion sans sécurité n'a pas de sens. Les cyberattaques et les vulnérabilités récentes indiquent un paysage de menaces de cybersécurité existant et croissant en Afrique :

- Il a été rapporté que la cybercriminalité a réduit le PIB en Afrique de plus de 10%, pour un coût estimé à 4,12 milliards de dollars en 2021.
- En juin 2020, l'Afrique du Sud comptait le troisième plus grand nombre de victimes de cybercriminalité dans le monde, avec un coût d'environ 147 million de dollars par an.
- On estime qu'un téléphone mobile Android sur neuf au Nigeria a des applications infectées par des logiciels malveillants. L'Éthiopie, pays hôte du siège de l'Union africaine, a récemment signalé une forte augmentation des tentatives de cyberattaque.
- En 2018, il a également été allégué que tout le contenu des serveurs du siège de l'Union africaine était régulièrement transmis à Shanghai entre 2012 et 2017. Bien que la Chine ait rejeté l'allégation comme absurde, de véritables préoccupations concernant la capacité des gouvernements africains à protéger son cyberespace demeurent. Pire encore, l'Afrique manque de talents et de ressources pour faire face à ses menaces à la cybersécurité. Sur une population d'environ 1,24 milliard de personnes, le nombre estimé de professionnels de la sécurité certifiés en 2018 était de 7 000, soit pour 177 000 personnes. Le continent est confronté à un déficit croissant de 100 000 personnes en professionnels de la cybersécurité certifiés, mais ce nombre peut même masquer l'ampleur du problème car il n'existe pas de données facilement disponibles sur le niveau d'investissement des gouvernements africains dans la cybersécurité. Le dernier classement de l'Union internationale des télécommunications (UIT) sur les efforts nationaux mondiaux en matière de cybersécurité montre clairement que « les niveaux d'engagement de l'Afrique en matière de cybersécurité – ainsi que sa capacité de réponse aux menaces – restent faibles par rapport aux autres continents ».

A vous entendre, l'Afrique n'a pas encore pris la pleine mesure de cet enjeu économique, stratégique et politique ? N'existe-t-il pas de mécanismes sérieux pour y faire face efficacement, au-delà des conférences et colloques ?

Afin de renforcer la cybersécurité, les gouvernements africains peuvent prendre un certain nombre de mesures pour améliorer leur capacité à prévenir et à répondre aux vulnérabilités en matière de cybersécurité. Premièrement, il est essentiel que les décideurs définissent une politique et une stratégie de cybersécurité à moyen et à long termes pour intégrer la cybersécurité dans les initiatives gouvernementales et préciser les ressources nécessaires pour les réaliser. Cela nécessite la mise en place d'autorités ou d'agences nationales disposant de ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre la stratégie et renforcer la cyber-résilience du pays.

En outre, les gouvernements doivent promouvoir une culture sociétale responsable de la cybersécurité afin de renforcer la confiance des citoyens et des organisations dans la cyberéconomie, les services numériques et l'Internet au sens large. Les États doivent mettre en place des programmes de sensibilisation et de formation en cybersécurité pour les secteurs public, privé, universitaire et de la société civile afin de les doter des compétences et des connaissances nécessaires pour faire face aux risques de cybersécurité. Les gouvernements doivent également établir les cadres juridiques essentiels pour réglementer l'utilisation du cyberespace et sanctionner la cybercriminalité.

Pour améliorer la résilience, les États africains doivent définir d'urgence des plans d'intervention à déployer en cas d'attaque majeure contre leurs infrastructures critiques. Ces plans devraient décrire les mesures immédiates qui seraient prises à l'échelle nationale, ainsi que des solutions de rechange numériques de secours, pour s'assurer que le gouvernement et les organisations seraient toujours en mesure de fonctionner même en cas de perte soudaine d'outils et de réseaux numériques. Les parties prenantes nationales et régionales devraient être associées au plan d'intervention, et les niveaux de maturité et de capacité du pays en matière de cybersécurité devraient être pris en compte, afin d'adapter la réponse au contexte local et aux ressources financières, humaines et technologiques disponibles.